

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1249

25 juin 2007

### SOMMAIRE

Allianz Global Investors IndexPlus .....	59908	Likipi Holding S.A. ....	59949
Aqua-Rend .....	59906	Lombard Odier Darier Hentsch Multiadvisers .....	59909
ASTER Participations S.A. ....	59951	N.D. Associés Financière Immo Europe (F.I.E.) S.C.P.A. ....	59951
Aurea Finance Company .....	59907	NRF Management Company S.à r.l. ....	59913
Chartinvest S.A. ....	59907	Petrofond .....	59922
Coopérative des Cheminots Ettelbruck ..	59907	ProLogis European Properties .....	59951
Dr. Hoeller Prime Elements .....	59950	Société Immobilière Arsimo .....	59952
D.S.N. Participation S.A. ....	59952	Sofimo S.A. ....	59906
FT ClimateChange .....	59948	Ulmus S.A. ....	59952
Ifonas Holding S.A. ....	59906	Wohn Ambiente Bläser S.à r.l. ....	59952
International Business Event .....	59951		
Kombassan Holdings S.A. ....	59908		

**Sofimo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.  
R.C.S. Luxembourg B 31.023.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège de la société à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers, en date du vendredi, 20 juillet 2007, à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Examen et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice 2006.
2. Examen et approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes et affectation du résultat pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Elections statutaires.
5. Ratification de la décision du Conseil d'Administration du 23 décembre 2006.
6. Ratification de la décision du Conseil d'Administration du 27 mars 2006.
7. Divers.

Pour assister à cette assemblée, les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres au siège social cinq jours avant l'assemblée.

Référence de publication: 2007063745/502/22.

---

**Ifonas Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.  
R.C.S. Luxembourg B 40.023.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers, en date du lundi, le 9 juillet 2007 à 8.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Examen et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur l'exercice 2006.
2. Examen et approbation du bilan et du compte pertes et profits au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Affectation du résultat de l'exercice.
5. Divers.

Pour assister à cette assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres au siège social cinq jours avant l'assemblée.

Référence de publication: 2007056567/502/19.

---

**Aqua-Rend, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 26.567.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le mercredi 4 juillet 2007 à 12.00 heures au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration,
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises,
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31 mars 2007,
4. Décharge à donner aux Administrateurs,
5. Affectation du résultat,

6. Nominations statutaires,
7. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007057990/584/22.

---

**Chartinvest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 87.859.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu jeudi 5 juillet 2007 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement et/ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007057993/1267/16.

---

**Coopérative des Cheminots Ettelbruck, Société Coopérative.**

Siège social: L-9051 Ettelbrück, 73, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 91.524.

Le liquidateur a l'honneur de convoquer les associés de la COOPERATIVE DES CHEMINOTS D'ETTELBRUCK à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le mercredi 4 juillet 2007 à 18.30 heures à la salle de réunion au premier étage du Hall Omnisport au Centre Sportif Im Deich à Ettelbrück.

Afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du liquidateur.
2. Fixation de la date de clôture de la liquidation.
3. Divers.

ACR SERVICES S.A.

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2007060153/1644/17.

---

**Aurea Finance Company, Société Anonyme.**

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 47.028.

L'Assemblée Générale Extraordinaire convoquée pour le 14 juin 2007 n'ayant pu délibérer sur l'ordre du jour faute de quorum, les actionnaires d'AUREA FINANCE COMPANY sont priés de bien vouloir assister à une

## DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 6 juillet 2007 à 12.00 heures au siège de la société, 50, rue Basse à Steinsel, Grand-Duché de Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Modification du premier alinéa de l'objet social de la société, suite à l'autorisation n ° 22/07 du gouvernement - Ministère de finances pour exercer l'activité de distributeur de parts d'OPC pouvant accepter et faire des paiements, afin de lui donner la teneur suivante:  
« **Art. 2.** La société a pour objet principal les opérations se rapportant aux activités d'autres professionnels du secteur financier, conseiller en opérations financières, courtier et commissionnaire, gérant de fortune, distributeur de parts d'OPC acceptant et faisant des paiements et professionnel intervenant pour compte propre, telles que décrites par les articles 24A, 24B, 24C, 24D, 25 et 26 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, dans le sens le plus large autorisé par la loi.»
2. Renouvellement de l'autorisation accordée au Conseil d'Administration d'augmenter le capital social de la société en vertu de l'article 3 des statuts.
3. Modification de l'article 3 des statuts.

Les actionnaires ayant l'intention d'assister à cette Assemblée sont priés de bien vouloir en aviser la société par lettre, télécopie ou téléphone au moins une heure avant l'ouverture de ladite Assemblée.

Référence de publication: 2007058959/1593/25.

---

**Kombassan Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2355 Luxembourg, 10A, rue du Puits.

R.C.S. Luxembourg B 70.610.

---

Einberufung zur

## AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre welche am 4. Juli 2007 um 14.00 Uhr in Konya, Türkei, Kombassan Is Merkezi, Nisansasi Mh. Sahinaga Sk., stattfindet.

Da die ordentliche Generalversammlung vom 6. Juni 2007 gemäß Artikel 67 Absatz 5 vertagt wurde, ist erneut über folgende Tagesordnung zu befinden:

*Tagesordnung:*

1. Geschäftsbericht des Verwaltungsrates,
2. Bericht des Wirtschaftsprüfers,
3. Billigung der geprüften Bilanz zum 31. Dezember 2006 sowie die Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahre 2006.
4. Beschluß über die Gewinnverwendung,
5. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder,
6. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung,
7. Verschiedenes.

Den Punkten auf der Tagesordnung unterliegen keine Anwesenheitsbedingungen und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Um an der Versammlung teilzunehmen müssen Eigentümer von Inhaberaktien wenigstens fünf Tage vor der Versammlung ihre Aktien bei KOMBASSAN HOLDINGS S.A. oder einem anerkannten Kreditinstitut hinterlegt haben. Sie werden auf Vorlage einer Bestätigung der Hinterlegung zur Generalversammlung der Aktionäre zugelassen.

*Der Verwaltungsrat.*

Référence de publication: 2007060192/2462/28.

---

**Allianz Global Investors IndexPlus, Fonds Commun de Placement.**

Das Verwaltungsreglement des ALLIANZ GLOBAL INVESTORS IndexPlus wurde beim Handelsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 19. Juni 2007.

ALLIANZ GLOBAL INVESTORS LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2007063737/755/13.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juin 2007, réf. LSO-CF05694. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070077604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2007.

**Lombard Odier Darier Hentsch Multiadvisers, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 105.457.

In the year two thousand and seven, on the eighteenth day of May.

Before Us, Maître Anja Holtz, notary residing in Wiltz (Luxembourg), acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of LOMBARD ODIER DARIER HENTSCHE MULTIADVISERS (the «Company» or LODH MULTIADVISERS), a «Société d'Investissement à Capital Variable» with its registered office at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, incorporated in Luxembourg by a deed of the replaced notary, then residing in Mersch, on 31 December 2004, following a decision of the unitholders to transform the fund from a mutual fund to a «société d'investissement à capital variable». Its Articles of Incorporation were published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 24 January 2005.

The meeting was opened with Mrs Sylvie Dobson, bank employee, professionally residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary to the meeting Mrs Marie L'Huillier, bank employee, professionally residing in Luxembourg. The meeting elected as scrutineer Mrs Alexandra Schmit, bank employee, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

(i) the agenda is the following:

1 Change of accounting year to begin on the first day of October of each year and to terminate on the last day of September of the following year except for the year starting on 1 January 2007 which will end on 30 September 2007 and consequent amendment of article 25 of the articles of incorporation of the Company (the «Articles»).

2 Change of date of the annual general meeting to the third Thursday in February at 10 a.m. and consequent amendment of article 10 of the Articles.

3 Introduce the possibility for the Company to charge customary charges in relation to the issuance of certificates in respect of registered shares and consequent amendment of article 6 of the Articles.

In consideration of the changes introduced by the Luxembourg law of 25 August 2006:

4 Provide that decisions at Shareholders meetings will be taken by a majority of the votes cast except otherwise provided by the law and consequent amendment of articles 10 and 11 of the Articles.

5 Provide for the need to elect a chairman of the board of directors and consequent amendment article 14 of the Articles.

6 Introduce the possibility to hold the meetings of the board of directors by way of video conference and consequent amendment of article 14 of the Articles.

7 Modification of the conflict of interest rules and consequent amendment of article 17 of the Articles in order to authorise the directors to vote on transactions in which they have personal interest if they are concluded in the ordinary course of business at arm's length, and such interest shall not need to be reported to the meeting of shareholders.

8 Miscellaneous.

(ii) this meeting has been convened by notices containing the agenda of the meeting sent by registered mail to each of the shareholders registered in the shareholders' register on 9 May 2007.

(iii) the shareholders present and represented and the number of shares held by each of them are shown on the attendance list signed by the proxies of the shareholders represented and by the members of the bureau. The said list and proxies initialled *ne varietur* by the members of the bureau will be annexed to this document, to be registered with this deed.

(iv) considering that the minimum quorum of fifty (50) percent of the shares present or represented required to validly deliberate on the items of the agenda has been reached, as detailed in the attendance list, the meeting is regularly constituted and may validly decide on all the items of the agenda.

(v) the shareholders have adopted, as detailed in the attendance list, by more than two third majority vote, the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting resolves to change the accounting year of the Company and to amend the first paragraph of article 25 of the Articles so as to read as follows:

«The accounting year of the Corporation shall begin on the first of October of each year and shall terminate on the last day of September of the next year except for the accounting year starting on the 1 January 2007 which will end on 30 September 2007.»

*Second resolution*

The Meeting resolves to change the date of the annual general meeting of the shareholders of the Company and to amend the first sentence of article 10 of the Articles which shall read as follows:

«The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Thursday of the month of February at 10 a.m.»

*Third resolution*

The Meeting resolves to amend articles 6 of the Articles in order to provide for the possibility to charge customary charges in relation to the issuance of certificates in respect of registered shares.

Following sentence shall be added after the second sentence of the first paragraph of article 6:

«If he (the shareholder) elects to obtain share certificates, the Corporation may at its election charge customary charges in that respect.»

*Fourth resolution*

The Meeting resolves to provide that the decisions at shareholders meetings will be taken by a majority of the votes cast except otherwise provided by law by amending paragraphs 3 of both article 10 and article 11 of the Articles.

Paragraph 3 of article 10 shall read as follows:

«For any decisions affecting only the rights of the shareholders of a specific class, a separate class meeting may be convened for which no quorum is required and resolutions will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.»

Paragraph 3 of article 11 shall read as follows:

«Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast.»

*Fifth resolution*

The Meeting resolves to provide for the mandatory election of the chairman and to amend the first sentence of the first paragraph of article 14 of the Articles, which shall read as follows:

«The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen.»

*Sixth resolution*

The Meeting resolves to amend article 14 of the Articles by adding the following sentence at the end of the fifth paragraph in order to provide for the possibility to participate in the meetings of the Board of Directors by video conference. The sentence is to be read as follows:

«Any director may also participate in the board of directors meetings by video conference or any other telecommunication means allowing for his identification and effective participation in the meeting.»

*Seventh resolution*

The Meeting resolves to amend article 17 of the Articles by inserting the following sentence at the end of the second paragraph in order to comply with the new conflict of interest rules so as to read as follows:

«These rules do not apply when the board of directors votes on transactions in which any Director may have any personal interest, if they are concluded in the ordinary course of business at arm's length.»

Nothing else being on the Agenda, the present meeting was adjourned and the minutes were signed by the members of the bureau and by the notary at 11 a.m.

The undersigned notary, who knows English, states herewith that on request of the persons appearing, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same persons and in case of any difference between the English and the French text, the English text will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with us, the notary, this original deed on the above mentioned date.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le dix-huit mai.

Par-devant nous, Maître Anja Holtz, notaire de résidence à Wiltz (Luxembourg), agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de LOMBARD ODIER DARIER HENTSCHE MULTI-ADVISERS (la «Société» ou LODH MULTIADVISERS), une société d'investissement à capital variable, ayant son siège social au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire remplacé, alors de résidence à Mersch, le 31 décembre 2004, suivant une décision des porteurs de parts de transformer le fonds d'un fonds commun de placement en une société d'investissement à capital variable. Les Statuts de la Société ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 24 janvier 2005.

L'assemblée est présidée par Madame Sylvie Dobson, employée de banque, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui a désigné comme secrétaire de l'assemblée Madame Marie L'Huillier, employée de banque, demeurant professionnellement à Luxembourg. L'assemblée a élu aux fonctions de scrutateur Madame Alexandra Schmit, employée de banque, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant donc été constitué, la Présidente a déclaré et a demandé au notaire d'acter que:

(i) l'ordre du jour est le suivant:

1 Modification de l'exercice social qui dorénavant commencera le premier jour d'octobre de chaque année et se terminera le dernier jour de septembre de l'année suivante à l'exception de l'exercice social qui commence le premier janvier 2007 lequel se terminera le trente septembre 2007 et la modification conséquente de l'article 25 des statuts de la Société (les «Statuts»).

2 Modification de la date de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra dorénavant le troisième jeudi du mois de février à dix heures (10h00) et la modification conséquente de l'article 10 des Statuts.

3 Introduire la possibilité pour la Société de mettre à la charge des actionnaires les frais habituels liés à l'émission des certificats d'actions nominatives et la modification conséquente de l'article 6 des Statuts.

Compte tenu des modifications de la loi luxembourgeoise du 25 août 2006:

4 Indication que les décisions des assemblées générales des actionnaires seront prises à la majorité des voix exprimées, sauf stipulation contraire de la loi, et modifier par conséquent les articles 10 et 11 des Statuts.

5 Prévoir la nécessité d'élire un président du conseil d'administration et modifier par conséquent l'article 14 des Statuts.

6 Introduire la possibilité de tenir les réunions du conseil d'administration par voie de visioconférence et modifier par conséquent l'article 14 des Statuts.

7 Modification des règles de conflit d'intérêts et modification conséquente de l'article 17 des Statuts afin d'autoriser les administrateurs à voter sur les transactions dans lesquelles ils ont un intérêt personnel si elles sont conclues dans des conditions normales, sans qu'il soit nécessaire d'informer l'assemblée générale des actionnaires dudit intérêt.

8 Divers.

(ii) l'assemblée a été convoquée par avis contenant l'ordre du jour, envoyé par lettre recommandée à chaque actionnaire enregistré dans le registre des actionnaires le 9 mai 2007.

(iii) les actionnaires présents et représentés et le nombre des actions détenues par chacun d'eux ont été renseignés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, par les mandataires des actionnaires représentés et par le bureau de l'assemblée. Ladite liste sera enregistrée avec le présent acte et les procurations paraphées ne varietur par les membres du bureau seront annexées à ce document, pour être enregistrées avec le présent acte.

(iv) étant donné que le quorum de présence minimum de cinquante (50) pour cent des actions présentes ou représentées requis pour délibérer valablement sur les points de l'ordre du jour a été atteint, comme détaillé dans la liste de présence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour.

(v) les actionnaires ont adopté par une majorité de plus de deux tiers des votes, comme détaillé dans la liste de présence, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'exercice social et de modifier le premier paragraphe de l'article 25 des Statuts comme suit:

«L'exercice social de la Société commencera le premier octobre de chaque année et se terminera le dernier jour de septembre de l'année suivante, à l'exception de l'exercice social qui commence le premier janvier 2007 lequel se terminera le trente septembre 2007.»

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de changer la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société et de modifier la première phrase de l'article 10 des Statuts comme suit:

«L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra, conformément à la loi luxembourgeoise, au siège social de la Société ou en tout autre lieu désigné dans l'avis de convocation, le troisième jeudi du mois de février à dix heures (10h00).»

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'article 6 des Statuts afin de prévoir la possibilité de mettre à la charge des actionnaires les frais habituels liés à l'émission des certificats d'actions nominatives.

La phrase suivante sera ajoutée après la seconde phrase du premier paragraphe de l'article 6:

«S'il (l'actionnaire) décide d'obtenir des certificats d'actions, la Société peut, si elle le souhaite, mettre à charge de l'actionnaire les coûts habituels y relatifs.»

#### *Quatrième résolution*

L'Assemblée décide d'indiquer que les décisions des assemblées générales des actionnaires seront prises à la majorité des voix exprimées, sauf stipulation contraire de la loi, en modifiant les paragraphes 3 des articles 10 et 11 des Statuts.

Le paragraphe 3 de l'article 10 sera dorénavant rédigé comme suit:

«Pour toutes les décisions affectant uniquement les droits des actionnaires d'une classe spécifique, une assemblée des actionnaires de cette classe peut être tenue séparément. Aucun quorum ne sera requis et les résolutions seront décidées par une majorité simple des voix exprimées. Les voix exprimées ne comprendront pas les votes attachés aux actions représentées à l'assemblée mais pour lesquels les actionnaires n'ont pas pris part au vote, ou se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul.»

Le paragraphe 3 de l'article 11 sera dorénavant rédigé comme suit:

«Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi et dans les Statuts, les décisions, lors d'une assemblée générale des actionnaires dûment convoquées, sont prises par un vote à la majorité simple des voix exprimées.»

#### *Cinquième résolution*

L'Assemblée décide de prévoir l'élection obligatoire d'un président et de modifier la première phrase de l'article 14 des Statuts, qui sera dorénavant rédigée comme suit:

«Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président et peut choisir parmi ses membres un ou plusieurs vice-présidents.»

#### *Sixième résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'article 14 des Statuts en ajoutant une phrase à la fin du cinquième paragraphe afin de prévoir la possibilité de participer aux réunions du conseil d'administration par visioconférence. Ladite phrase sera rédigée comme suit:

«Tout Administrateur peut également participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification et sa participation effective à la réunion.»

#### *Septième résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'article 17 des Statuts en insérant la phrase suivante à la fin du deuxième paragraphe afin de se conformer aux nouvelles règles de conflit d'intérêts, comme suit:

«Ces règles ne sont pas applicables aux décisions du conseil d'administration qui concernent les transactions dans lesquelles un Administrateur a un intérêt personnel, lorsqu'il s'agit de transactions courantes conclues dans des conditions normales.»

Plus rien d'autre n'étant inscrit à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée et le procès-verbal signé par les membres du bureau et le notaire à 11.00 heures.

Le notaire instrumentaire, qui comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la requête des personnes comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en langue française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu par les personnes comparantes, toutes connues du notaire par leurs prénom, nom, état civil et lieu de résidence, lesdites personnes signent avec nous, notaire, le présent acte à la date ci-dessus mentionnée.

Signé: S. Dobson, M. L'Huillier, A. Schmit, A. Holtz.

Enregistré à Luxembourg, le 29 mai 2007. Relation: LAC/2007/10259. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2007.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2007062527/242/210.

(070074694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2007.

**NRF Management Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 128.489.

—  
STATUTES

In the year two thousand and seven, on the first day of the month of June.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

PROTEGO REAL ESTATE INVESTORS FINANCE LLP, a limited liability partnership, incorporated and existing under the laws of the United Kingdom whose registered office is at 30, Old Burlington Street, London W1S 3AR, United Kingdom,

represented by Mr Pierre-Alexandre Delagardelle, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on 30 May 2007.

The proxy given, signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as here-above stated, has requested the notary to state the following articles of incorporation of a société à responsabilité limitée governed by the relevant laws and the present articles of incorporation.

*Definitions*

The following terms shall have the meaning as set out hereafter whenever used herein with initial capital letters:

«2002 Law» means the Luxembourg law dated 20 December 2002, relating to undertakings for collective investment, as amended from time to time;

«Articles» means the present articles of incorporation;

«Business Day» means any day, other than a Saturday or Sunday, when banks in Luxembourg are open for the transaction of normal business;

«Euro» or «EUR» means the lawful currency of the European Union member States that have adopted the single currency in accordance with the Treaty establishing the European Community as amended by the Treaty on the European Union and as amended by the Treaty of Amsterdam;

«Management Company Board» means in case of plurality of Managers the board of Managers of the Management Company;

«Management Regulations» means the management regulations governing the respective Fund;

«Manager» means the manager or in case of plurality of managers, a manager appointed to the Management Company Board in accordance with these Articles or as the case may be a member of the Management Company Board;

«Share(s)» means the shares issued by the Management Company and any share issued in exchange for those shares or by way of conversion or reclassification, and any shares representing or deriving from those shares as a result of any increases in or reorganization or variation of the capital of the Management Company; and

«Shareholder» means a holder of Shares.

**Title I. Name, Purpose, Duration, Registered Office**

**Art. 1.** There is hereby formed by the present and all persons and entities who may become Shareholders in future a company in the form of a société à responsabilité limitée under the name of NRF MANAGEMENT COMPANY S.à r.l. (hereinafter referred to as the «Management Company»).

**Art. 2.** The exclusive purpose of the Management Company is the creation, administration and management of the NORDIC RETAIL FUND, a Luxembourg fonds commun de placement - fonds d'investissement spécialisé governed by the Luxembourg law dated 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended and/or replaced from time to time (the «Fund»).

The Management Company shall carry out any activities connected with the management, administration and promotion of the Fund. It may, on behalf of the Fund, enter into any contract, purchase, sell, exchange and deliver any securities or other permitted assets, proceed to any registrations and transfers in its name on behalf of the Fund and its unit-holders, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting the assets of the Fund. The foregoing powers shall not be considered exhaustive, but only declaratory.

The Management Company may carry out any activities deemed useful for the accomplishment of its object, in accordance with chapter 14 of the 2002 Law.

**Art. 3.** The Management Company is formed for an unlimited duration.

**Art. 4.** The registered office of the Management Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred to any other place inside the municipality of the Management Company's registered office by a decision of the Management Company Board.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Manager or in case of plurality of Managers, by resolution of the Management Company Board, after having received Shareholders consent.

In the event that the Manager or in case of plurality of Managers, the Management Company Board, determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Management Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Management Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office abroad, will remain a Luxembourg company.

## **Title II. Capital, Shares**

**Art. 5.** The Management Company's capital is fixed at one hundred and twenty-five thousand Euro (EUR 125,000.-) represented by thousand (1,000) Shares having each a nominal value of one hundred and twenty-five Euro (EUR 125.-).

All the issued shares have all been fully paid in cash.

The capital may be increased or reduced by a resolution of the single Shareholder or by resolution of the Shareholders adopted in accordance with Article 20 hereof.

Shares will only be issued in registered form and will be recorded in the register of Shares, which is held by the Management Company Board or by one or more persons on behalf of the Management Company. Such register of Shares shall set forth the name of each Shareholder, its residence or elected domicile, the number and class of Shares held by it.

In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time.

## **Title III. Shareholder meetings**

**Art. 6.** Any regularly constituted meeting of the Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Management Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of Management Company.

**Art. 7.** In case of a single Shareholder, the single Shareholder assumes all powers conferred to the Shareholders' meeting. Any resolutions to be taken by the single Shareholder may be taken in writing.

In case of plurality of Shareholders, the provisions of Article 8 will apply to any resolution to be taken by a meeting of Shareholders.

Each Share is entitled to one vote.

A Shareholder may be represented (at any meeting of Shareholders) by another person, which does not need to be a Shareholder and which might be a Manager. The proxy established to this effect may be in writing or by cable, telegram, facsimile or e-mail transmission.

**Art. 8.** If legally required or if not so required upon the decision of the Manager or in case of plurality of Managers, the Management Company Board, annual general meetings of Shareholders of the Management Company shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Management Company, or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting. Such annual general meetings may be held abroad if, in the judgement of the Manager or in case of plurality of Managers, the Management Company Board, exceptional circumstances so require.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Management Company Board, may convene other meetings of Shareholders to be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meetings.

The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders of the Management Company, unless otherwise provided herein.

Except as otherwise required by law or provided herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by simple majority of those present and voting.

The general meeting of Shareholders shall be called by the Manager or in case of plurality of Managers, the Management Company Board, by notices containing the agenda and which will be published as required by law.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Management Company Board, will prepare the agenda, except if the meeting takes place due to the written request of Shareholders provided for by law; in such case the Manager or in case of plurality of Managers, the Management Company Board, may prepare an additional agenda.

If all of the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The matters dealt with by the meeting of Shareholders are limited to the issues contained in the agenda which must contain all issues prescribed by law as well as to issues related thereto, except if all the Shareholders agree to another agenda. In case the agenda should contain the nomination of Managers or of the auditor, the names of the eligible Managers or of the auditors will be inserted in the agenda.

#### **Title IV. Administration**

**Art. 9.** The Management Company shall be managed by one or more Manager(s). If several Managers have been appointed, they will constitute a Management Company Board.

The Manager(s) need not be Shareholders of the Management Company.

The Manager(s) shall be elected by the general meeting of Shareholders for a period as determined by such general meeting of Shareholders and until their successors are elected and take up their functions. Upon expiry of its mandate, a Manager may seek reappointment.

In case of plurality of managers and in the event of a vacancy in the office of a Manager because of death, retirement or otherwise, the remaining Managers may meet and may elect, by majority vote, a Manager to fill such vacancy until the next general meeting of Shareholders.

**Art. 10.** The Management Company Board shall choose from among its members a chairman.

The chairman shall preside at all meetings of the Management Company Board but in his absence or incapacity to act, the Managers present may appoint anyone of their number to act as chairman for the purposes of the meeting.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Management Company Board may also choose a secretary, who need not be a Manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Management Company Board and of the Shareholders.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Management Company Board, may from time to time appoint officers of the Management Company, including a managing director, a general manager and any assistant managers or other officers considered necessary for the operation and management of the Management Company. Officers need not to be Managers or Shareholders of the Management Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the manager or in case of plurality of managers, the Management Company Board.

The Management Company Board shall meet upon call by the chairman, or any two Managers, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice, containing an agenda which sets out any points of interest for the meeting, of any meeting of the Management Company Board shall be given to all Managers at least 5 Business Days prior to the beginning of such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission of each Manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Management Company Board.

Any Manager may act at any meeting of the Management Company Board by appointing, in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission, another Manager as his proxy.

Any Manager who is not physically present at the location of a meeting may participate in such a meeting of the Management Company Board by remote conference facility or similar means of communication equipment, whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Management Company Board can deliberate or act validly only if at least two Managers are present or represented at a meeting of the Management Company Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented.

Resolutions signed by all Managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, telegrams, facsimile or e-mail transmissions.

The minutes of any meeting of the Management Company Board shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by any two Managers.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman or by any two Managers or by a Manager together with the secretary or the alternate secretary.

**Art. 11.** The Manager or in case of plurality of Managers, the Management Company Board, shall have power to determine the course and conduct of the management and business affairs of the Management Company.

It is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the interests of the Management Company. All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Manager or in case of plurality of Managers, the Management Company Board.

**Art. 12.** The Management Company shall be bound by the sole signature of its single Manager, or in case of plurality of Managers, by the joint signature of any two Managers of the Management Company, or by the individual signature of the managing director or by the individual signature of an officer or any person(s) to whom such signatory authority has been delegated by the Manager or in case of plurality of Managers, by the Management Company Board.

**Art. 13.** The Manager or in case of plurality of Managers, the Management Company Board, may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Management Company, including the right to sign on behalf of the

Company, and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Management Company or to other persons, which at their turn may delegate their powers if they are authorised to do so by the Manager or in case of plurality of Managers, the Management Company Board.

**Art. 14.** No contract or other transaction which the Management Company and any other company or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or officers of the Management Company is interested in such other company or firm by a relation, or is a director, officer or employee of such other company or legal entity, provided that the Management Company obliges itself to never knowingly sell or lend assets of the Fund to any of its directors or officers or any company or firm controlled by it.

In the event that any Manager or officer of the Management Company may have any personal interest in any contract or transaction of the Management Company other than that arising out of the fact that he is a Manager, officer or employee or holder of securities or other interests in the counterpart, such manager or officer shall, in case of plurality of managers, make known to the Management Company Board such personal interest and shall not consider or vote upon any such contract or transaction. Such contract or transaction, and such Manager's or officer's personal interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

**Art. 15.** The Management Company may indemnify any Manager or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Manager or officer of the Management Company or, at its request, of any other company of which the Management Company is a unit-holder or a creditor and which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Management Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

#### **Title V. Accounting, Distributions**

**Art. 16.** The operations of the Management Company and its financial situation as well as its books shall be supervised by one or more auditor(s) qualifying as réviseur d'entreprises agréé(s). The auditor(s) shall be elected by the Shareholders at the annual general meeting of Shareholders for a period which shall end on the day of the following annual general meeting of Shareholders which decides upon the appointment of its (their) successor(s).

**Art. 17.** The accounting year of the Management Company shall begin on 1st January and shall terminate on 31 December of each year.

**Art. 18.** From the annual net profit of the Management Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Management Company as stated in Article 5 hereof or as increased or reduced from time to time in accordance with Article 5 hereof.

The general meeting of Shareholders shall decide each year how the remainder of the annual net profit shall be allocated and may declare dividends from time to time or instruct the manager or in case of plurality of managers, the Management Company Board, to do so.

The manager or in case of plurality of managers, the Management Company Board, may within the conditions set out by law unanimously resolve to pay out interim dividends.

#### **Title VII. Winding up, Liquidation**

**Art. 19.** In the event of a winding-up of the Management Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators. Liquidators may be physical persons or legal entities and are named by the meeting of Shareholders deciding such winding-up and which shall determine their powers and their compensation.

#### **Title VIII. Amendments**

**Art. 20.** These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the respect of the quorum and majority requirements provided by Luxembourg law.

**Art. 21.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915, as amended from time to time, on commercial companies and the 2002 Law.

#### *Transitory disposition*

The first accounting year shall commence on the date of incorporation of the Management Company and shall terminate on 31 December 2007.

#### *Subscription and Payment*

The capital of the Management Company is subscribed as follows:

PROTEGO REAL ESTATE INVESTORS FINANCE LLP, above named, subscribes for 1,000 Shares, resulting in a total payment of one hundred and twenty-five thousand Euro (EUR 125,000.-).

Evidence of the above payment, was given to the undersigned notary.

#### *Expenses*

The expenses which shall be borne by the Management Company as a result of its incorporation are estimated at approximately five thousand Euro.

#### *General Meeting of Shareholders*

The above named person representing the entire subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

(i) The following is/are elected as Manager(s) for an undetermined period:

- Mr Iain Reid, born in Aberdeen, United Kingdom, on 26 August 1946, residing professionally in 30, Old Burlington Street, London W1S 3A, United Kingdom;

- Mr Michael Chidiac, born on 29 June 1966 in Beirut, Lebanon and residing professionally in 41, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg; and

- Mr Jean Lemaire, born on 10 July 1953 in Bastogne, Belgium and residing in 32A, rue Léandre Lacroix, L-1913 Luxembourg.

(ii) The following is elected as independent auditor for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts as at 31 December 2007: DELOITTE S.A., 560, route de Neudorf L-2220 Luxembourg;

(iii) The registered office of the Management Company is set at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-2014, Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named persons, this deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing persons, in case of divergence between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by names, surnames, status and residence, the person appearing signed together with the notary the present original deed.

#### **Folgt die deutsche Fassung des vorhergehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendsieben, am ersten Tag des Monats Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph Wagner, mit dem Amtssitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg).

Erschienen folgende Person:

PROTEGO REAL ESTATE INVESTORS FINANCE LLP, eine nach den Gesetzen des Vereinigten Königreichs gegründete und existierende Partnergesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in 30, Old Burlington Street, London W1S 3AR, United Kingdom,

vertreten durch Herrn Pierre-Alexandre Delagardelle, Jurist, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer am 30. Mai 2007 in Luxemburg erteilten Vollmacht.

Die von der Erschienenen und dem unterzeichneten Notar ne varietur gezeichnete Vollmacht bleibt dieser Urkunde beigelegt und ist zusammen mit dieser bei den zuständigen Registerstellen einzureichen.

Die wie vorstehend beschrieben vertretene Erschienenene hat den Notar gebeten, die nachstehende Satzung einer den einschlägigen Gesetzen sowie den Bestimmungen dieser Satzung unterliegenden, Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu Protokoll zu nehmen.

#### *Definitionen*

Die folgenden Begriffe haben, wenn sie mit großen Anfangsbuchstaben geschrieben sind, die ihnen jeweils zugeordnete Bedeutung:

«Gesetz von 2002» ist das luxemburgische Gesetz vom 20 Dezember 2002 bezüglich Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner jeweils geltenden Fassung.

«Satzung» ist die vorliegende Satzung.

«Geschäftstag» ist ein Tag, außer Samstag und Sonntag, an dem die Banken in Luxemburg für die üblichen Geschäfte geöffnet sind.

«Euro» oder «EUR» ist die gesetzliche Währung derjenigen Mitgliedstaaten der Europäischen Union, die gemäß dem Vertrag über die Gründung der Europäischen Gemeinschaft, geändert durch den Vertrag über die Europäische Union und den Vertrag von Amsterdam, die gemeinsame Währung eingeführt haben.

«Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft» ist, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft.

«Verwaltungsreglement» sind die Verwaltungsreglemente, denen der jeweilige Fonds unterliegt.

«Geschäftsführer» ist der Geschäftsführer, oder sofern mehrere bestellt sind, einer der gemäß dieser Satzung zum Mitglied des Rates der Geschäftsführung bestellten Geschäftsführer bzw. ein Mitglied des Rates der Geschäftsführung.

«Gesellschaftsanteil(e)» sind die von der Verwaltungsgesellschaft ausgegebenen Anteile sowie im Tausch gegen solche Anteile oder aufgrund einer Umwandlung oder Reklassifizierung ausgegebene Anteile sowie Anteile, die aufgrund von Kapitalerhöhungen, Umwandlungen oder Reklassifizierung für diese Anteile stehen oder aus ihnen hervorgehen.

«Gesellschafter» ist ein Inhaber von Anteilen.

### **Abschnitt I. Name, Zweck, Dauer, Sitz**

**Art. 1.** Hiermit wird durch die gegenwärtigen und künftigen Gesellschafter eine Gesellschaft in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (*société à responsabilité limitée*) mit Namen NRF MANAGEMENT COMPANY S.à r.l. (nachstehend «Verwaltungsgesellschaft» genannt) gegründet.

**Art. 2.** Der ausschließliche Zweck der Verwaltungsgesellschaft ist die Gründung, Verwaltung und die Verwaltung des NORDIC RETAIL FUND, ein Luxemburger fonds commun de placement - fonds d'investissement spécialisé, aufgestellt unter dem Luxemburger Gesetz vom 12. Februar 2007 über Spezialfonds, wie abgeändert und ersetzt (der «Fonds»).

Die Verwaltungsgesellschaft wird sämtliche mit der Geschäftsführung, Verwaltung und Vermarktung des Fonds verbundenen Tätigkeiten durchführen. Sie kann im Namen des Fonds Verträge schließen, Wertpapiere oder andere zulässige Vermögenswerte erwerben, veräußern, tauschen und übergeben, kann im Namen des Fonds und seinen Anteilhabern Eintragungen und Übertragungen vornehmen lassen und deren Rechte und Vorrechte ausüben, wie insbesondere die Ausübung von mit den Wertpapieren, die die Vermögenswerte des Fonds bilden, verbundenen Stimmrechten. Die vorstehende Aufzählung ist nicht abschließend, sondern beispielhaft.

Die Verwaltungsgesellschaft kann sämtliche Tätigkeiten ausüben, die sie für die Erfüllung ihres Zwecks als nützlich erachtet und die im Einklang mit Kapitel 14 des Gesetzes von 2002 stehen.

**Art. 3.** Die Verwaltungsgesellschaft wird für unbestimmte Zeit gegründet.

**Art. 4.** Der Sitz der Verwaltungsgesellschaft ist in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz der Verwaltungsgesellschaft kann zu gleich welchem anderen Ort innerhalb der Ortschaft des Sitzes der Verwaltungsgesellschaft durch Beschluss des Rates der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft übertragen werden.

Niederlassungen oder Büros können entweder in Luxemburg oder außerhalb durch Beschluss des Rates der Geschäftsführers oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, aufgrund eines Beschlusses des Rates der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft gegründet werden, wobei solche Beschlussfassungen unter dem Vorbehalt der vorherigen schriftlichen Zustimmung der Gesellschafter stehen.

Für den Fall, dass ein Geschäftsführer, oder sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft befindet oder befinden, dass außergewöhnliche politische oder militärische Umstände eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die üblichen Tätigkeiten der Verwaltungsgesellschaft an ihrem Sitz stören oder die Kommunikation zwischen dem Sitz und im Ausland ansässigen Personen erschweren könnten, kann der Sitz vorübergehend solange ins Ausland verlagert werden, bis die außergewöhnlichen Umstände nicht mehr vorherrschen. Solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlagerung ihres Sitzes ins Ausland, eine Gesellschaft nach luxemburgischem Recht bleibt.

### **Abschnitt II. Kapital, Gesellschaftsanteile**

**Art. 5.** Das Kapital der Verwaltungsgesellschaft ist auf hundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 125.000,-) festgelegt und in tausend (1.000) Gesellschaftsanteile, jeweils mit einem Nennwert von hundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-) aufgeteilt.

Alle ausgegebene Gesellschaftsanteile sind vollständig eingezahlt.

Das Kapital kann aufgrund eines gemäß Artikel 20 dieser Satzung getroffenen Beschlusses des Alleingeschafters oder der Gesellschafter erhöht oder herabgesetzt werden.

Gesellschaftsanteile werden nur als Namensanteile ausgegeben und sind ins Anteilsregister einzutragen, das von dem Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft oder von einer oder mehreren Personen im Namen der Verwaltungsgesellschaft geführt wird. In diesem Anteilsregister wird der Name des Geschafters, sein Wohnsitz oder gewöhnlicher Aufenthaltsort, die Nummer und die Klasse der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile vermerkt.

Sofern die Verwaltungsgesellschaft einen Alleingeschafter hat, sind die von dem Alleingeschafter gehaltenen Gesellschaftsanteile frei übertragbar.

Sofern die Verwaltungsgesellschaft mehrere Geschafter hat, können die von jedem Geschafter gehaltenen Gesellschaftsanteile gemäß den Bestimmungen von Artikel 189 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils geltenden Fassung übertragen werden.

### **Abschnitt III. Geschafterversammlungen**

**Art. 6.** Jede ordnungsgemäß einberufene Versammlung der Geschafter gilt als Vertretung sämtlicher Geschafter der Verwaltungsgesellschaft. Sie verfügt über größtmögliche Befugnisse, mit der Geschäftstätigkeit der Verwaltungsgesellschaft verbundene Handlungen anzuordnen, durchzuführen oder zu bewilligen.

**Art. 7.** Sofern die Verwaltungsgesellschaft einen Alleingesellschafter hat, stehen diesem sämtliche, der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse zu. Von dem Alleingesellschafter zu fassende Beschlüsse können schriftlich gefasst werden.

Sofern die Verwaltungsgesellschaft mehrere Gesellschafter hat, gelten die Bestimmungen von Artikel 8 für sämtliche, von einer Gesellschafterversammlung zu fassenden Beschlüsse.

Jedes Geschäftsanteil gewährt eine Stimme.

Ein Gesellschafter kann sich (auf Gesellschafterversammlungen) von einer anderen Person vertreten lassen, die kein Gesellschafter sein muss und ein Geschäftsführer sein kann. Eine zu diesem Zweck gewährte Vollmacht kann schriftlich, per Telegramm, per Fernschreiben, per Fax oder E-Mail erteilt werden.

**Art. 8.** Sofern kraft Gesetz erforderlich oder, andernfalls, aufgrund einer Entscheidung des Geschäftsführers oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, des Rates der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft, werden die jährlichen Gesellschafterversammlungen der Verwaltungsgesellschaft gemäß luxemburgischen Recht am Sitz der Verwaltungsgesellschaft in Luxemburg oder einem anderen, in der Einladung zur Versammlung genannten Ort abgehalten. Solche jährlichen Gesellschafterversammlungen können im Ausland abgehalten werden, wenn der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft dies aufgrund des Vorliegens außergewöhnlicher Umstände für erforderlich hält.

Der Geschäftsführer, oder sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft, können weitere Gesellschafterversammlungen einberufen, die an den in den jeweiligen Einladungen genannten Orten und zu den darin ebenfalls genannten Zeiten abgehalten werden.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in dieser Satzung gelten im Hinblick auf die Fristen für Einladungen zu Gesellschafterversammlungen und deren Beschlussfähigkeit die einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen.

Vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher Bestimmungen oder Bestimmungen dieser Satzung sind auf einer ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung zu fassende Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit der anwesenden und sich an der jeweiligen Abstimmung beteiligenden Gesellschafter zu fassen.

Die jährlichen Gesellschafterversammlungen sind von dem Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft durch Versendung von Einladungen einzuberufen, die die Tagesordnung enthalten und die gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen zu veröffentlichen sind.

Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft wird die Tagesordnung erstellen, es sei denn, eine Versammlung findet auf schriftliches Verlangen der Gesellschafter gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen statt; in einem solchen Fall kann der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Gesellschafter bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft eine weitere Tagesordnung erstellen.

Sofern bei einer Gesellschafterversammlung alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann eine Versammlung ohne vorherige Einladung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Die Angelegenheiten, die von einer Gesellschafterversammlung behandelt werden, sind auf die in der Tagesordnung genannten Punkte zu beschränken, wobei alle gesetzlich vorgeschriebenen und mit diesen zusammenhängende Punkte zu behandeln sind, es sei denn, alle Gesellschafter einigen sich auf eine andere Tagesordnung. Sofern die Bestellung von Geschäftsführern oder eines Abschlussprüfers auf der Tagesordnung steht, sind die Namen der zur Wahl stehenden Geschäftsführer, oder Abschlussprüfer in die Tagesordnung aufzunehmen.

#### **Abschnitt IV. Verwaltung**

**Art. 9.** Die Geschäfte der Verwaltungsgesellschaft werden von einem oder mehreren Geschäftsführern geführt. Sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, bilden sie einen Rat der Geschäftsführung.

Der bzw. die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Verwaltungsgesellschaft sein.

Der bzw. die Geschäftsführer werden von der jährlichen Gesellschafterversammlung für einen von dieser bestimmten Zeitraum gewählt, bis ihre Nachfolger gewählt sind und ihr Amt übernehmen. Nach Ablauf seiner Amtszeit kann sich ein Geschäftsführer wieder zur Wahl stellen.

Sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, sowie für den Fall, dass der Posten eines Geschäftsführers aufgrund des Todes, der Eintritts in den Ruhestand eines Geschäftsführers oder aus anderen Gründen vakant wird, können sich die verbleibenden Geschäftsführer versammeln und mit einfacher Mehrheit einen Geschäftsführer wählen, der eine solche Vakanz bis zur nächsten jährlichen Gesellschafterversammlung ausfüllt.

**Art. 10.** Der Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft ernennt aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz sämtlicher Versammlungen des Rates der Verwaltungsgesellschaft. Sofern der Vorsitzende bei einer Versammlung abwesend oder nicht handlungsfähig ist, können die Geschäftsführer aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden für die Zwecke der jeweiligen Versammlung ernennen.

Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft kann einen Sekretär ernennen, der kein Geschäftsführer sein muss und für die Führung des Protokolls von Versammlungen des Rates der Geschäftsführung und von Gesellschafterversammlungen verantwortlich ist.

Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft, kann jeweils Bevollmächtigte («Officers») der Gesellschaft ernennen, einschließlich eines Managing Directors, eines General Managers, eines Assistant Managers oder sonstige Bevollmächtigte, die im Hinblick auf den Betrieb und die Verwaltung der Verwaltungsgesellschaft für erforderlich gehalten werden. Bevollmächtigte müssen keine Geschäftsführer, oder Gesellschafter der Verwaltungsgesellschaft sein. Die ernannten Bevollmächtigten haben die ihnen von dem Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft zugewiesenen Befugnisse und Pflichten.

Der Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft versammelt sich auf Einladung des Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern an dem in der jeweiligen Einladung genannten Ort.

Sämtlichen Geschäftsführern ist mindestens fünf Tage vor Beginn einer solchen Versammlung eine schriftliche Einladung zusammen mit einer Tagesordnung zu übermitteln, in der sämtliche Geschäftsordnungspunkte aufgeführt sind. Von dieser Frist kann in dringenden Ausnahmefällen abgewichen werden, in denen die näheren Umstände in der Einladung auszuführen sind. Auf eine Einladung kann verzichtet werden, sofern sämtliche Geschäftsführer einer solchen Verfahrensweise schriftlich, per Telegramm, Fax oder E-Mail zustimmen. Für einzelne Versammlungen, deren Zeit und Ort vorab durch Beschluss des Rates der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft festgelegt worden sind, ist keine weitere Einladung erforderlich.

Geschäftsführer können sich bei Versammlungen des Rates der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft vertreten lassen, indem sie einen anderen Geschäftsführer schriftlich, per Telegramm, Fax oder E-Mail zu ihrem Vertreter ernennen.

Geschäftsführer, die an einem Versammlungsort nicht physisch anwesend sind, können an einer Versammlung des Rates der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft per Konferenzschaltung oder auf einem ähnlichen Kommunikationsweg teilnehmen, wobei sich alle Teilnehmer einer solchen Versammlung gegenseitig hören können müssen, und eine Teilnahme an einer solchen Versammlung kommt einer persönlichen Teilnahme gleich.

Eine Versammlung des Rates der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft kann nur wirksam beraten und handeln, wenn mindestens zwei Geschäftsführer bei einer Versammlung des Rates der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft anwesend oder vertreten sind. Beschlüsse sind mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer zu fassen.

Von sämtlichen Geschäftsführern unterzeichnete Beschlüsse sind genauso gültig und wirksam wie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung gefasste Beschlüsse. Solche Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Ausfertigungen eines Beschlusses gezeichnet sein und können per Brief, Telegramm, Fax oder E-Mail erfolgen.

Das Protokoll von Versammlungen des Rates der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft ist von dem Vorsitzenden oder, sofern dieser abwesend ist, von dem stellvertretenden, nur für die jeweilige Versammlung ernannten Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern zu unterzeichnen.

Kopien von oder Auszüge aus solchen Protokollen, die gegebenenfalls in Gerichtsverfahren oder bei anderen Gelegenheiten vorgelegt werden, sind von dem Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern oder von einem Geschäftsführer gemeinsam mit dem Sekretär oder dem stellvertretenden Sekretär zu unterzeichnen.

**Art. 11.** Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft ist befugt, die Richtung und Art der Geschäftsführung und der Geschäfte der Verwaltungsgesellschaft festzulegen.

Der Geschäftsführer bzw. der Rat der Geschäftsführung ist mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um sämtliche im Interesse der Verwaltungsgesellschaft stehenden Verwaltungshandlungen und -verfügungen vorzunehmen. Sämtliche Befugnisse, die nicht kraft Gesetzes oder gemäß dieser Satzung ausdrücklich der jährlichen Gesellschafterversammlung zugewiesen sind, werden vom Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft ausgeübt.

**Art. 12.** Die Verwaltungsgesellschaft wird durch die alleinige Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers verpflichtet oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern der Verwaltungsgesellschaft, oder durch die alleinige Unterschrift des Managing Directors oder eines Bevollmächtigten oder einer Person oder mehrerer Personen, auf die ein solches Zeichnungsrecht durch den Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, durch den Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft übertragen worden ist.

**Art. 13.** Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft kann seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäfte der Verwaltungsgesellschaft, einschließlich des Rechts, für die Gesellschaft zu zeichnen, sowie seine Befugnisse, Handlungen zur Förderung der Unternehmenspolitik und des Gesellschaftszwecks vorzunehmen, an Bevollmächtigte der Verwaltungsgesellschaft oder andere Personen übertragen, die wiederum berechtigt sind, Untervollmachten zu erteilen, sofern sie von dem Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft hierzu ermächtigt worden sind.

**Art. 14.** Verträge oder andere Transaktionen der Verwaltungsgesellschaft mit einer anderen Gesellschaft oder einem anderen Unternehmen bleiben unberührt und werden nicht unwirksam, wenn ein oder mehrere Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Verwaltungsgesellschaft aufgrund persönlicher Beziehungen ein Interesse an dieser anderen Gesellschaft oder diesem anderen Unternehmen hat oder haben oder dort Geschäftsführer oder Bevollmächtigter oder Mitarbeiter ist oder sind, sofern sich die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, nicht wissentlich Vermögenswerte des Fonds an ihre Geschäftsführer oder Bevollmächtigte oder von diesen beherrschte Gesellschaften oder Unternehmen zu verkaufen oder zu verleihen.

Falls ein Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Verwaltungsgesellschaft möglicherweise aus anderen Gründen als aufgrund des Umstands, dass er Geschäftsführer, Bevollmächtigter, Mitarbeiter oder Inhaber von Wertpapieren oder sonstigen Beteiligungen des anderen Unternehmens ist, ein persönliches Interesse an einem Vertrag oder einer Transaktion der Verwaltungsgesellschaft hat, wird der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft von diesem persönlichen Interesse in Kenntnis setzen und von einer Beteiligung an Beschlussfassungen hinsichtlich eines solchen Vertrags oder einer solchen Transaktion absehen. Die jeweils nächste Gesellschafterversammlung ist von einem solchen Vertrag oder einer solchen Transaktion und dem persönlichen Interesse des betreffenden Geschäftsführers oder Bevollmächtigten zu unterrichten.

**Art. 15.** Die Verwaltungsgesellschaft kann einen Geschäftsführer oder, seine Erben, Testamentsvollstrecker oder Nachlassverwalter für angemessene Kosten schadlos halten, die diesem oder diesen in Zusammenhang mit einem Anspruch, einer Klage oder einem Verfahren entstanden sind, die möglicherweise auf der jetzigen oder früheren Tätigkeit des Betroffenen als Geschäftsführer oder Bevollmächtigter für die Verwaltungsgesellschaft oder für eine andere Gesellschaft beruhen, sofern dies verlangt wird, deren Anteilinhaber oder Gläubiger die Verwaltungsgesellschaft ist, wenn der Betreffende insoweit keinen anderen Schadloshaltungsanspruch hat; dies gilt nicht, wenn der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte wegen grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz rechtskräftig verurteilt wird; wird ein Vergleich geschlossen, erfolgt die Schadloshaltung nur bezüglich solcher vom Vergleich erfassten Punkte, bezüglich derer - laut Auskunft des Rechtsberaters gegenüber der Verwaltungsgesellschaft - keine Pflichtverletzung der schadlos zu haltenden Person vorliegt. Das vorstehende Recht auf Schadloshaltung schließt andere, dem Geschäftsführer oder Bevollmächtigte möglicherweise zustehende Rechte nicht aus.

#### **Abschnitt V. Buchhaltung, Ausschüttung von Dividenden**

**Art. 16.** Die Geschäfte der Verwaltungsgesellschaft, ihre finanzielle Situation sowie ihre Bücher werden von einem (oder mehreren) Abschlussprüfer(n) überwacht, bei denen es sich um réviseur d'entreprises agréé(s) handelt. Der Abschlussprüfer (oder die Abschlussprüfer) wird von den Gesellschaftern bei der jährlichen Gesellschafterversammlung für einen Zeitraum bestimmt, der am Tage der nächsten jährlichen Gesellschafterversammlung endet, an dem über die Bestellung des Nachfolgers oder der Nachfolger entschieden wird.

**Art. 17.** Das Geschäftsjahr der Verwaltungsgesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

**Art. 18.** Von dem Jahresüberschuss der Verwaltungsgesellschaft werden fünf Prozent (5%) in die gesetzlich vorgeschriebenen Reserven eingestellt. Diese Zuführung von Geldern endet, sobald und solange die Reserven bei zehn Prozent (10%) des Kapitals der Verwaltungsgesellschaft gemäß Artikel 5 dieser Satzung oder dem gegebenenfalls gemäß Artikel 5 dieser Satzung herauf- oder herabgesetzten Betrag liegen.

Die Gesellschafterversammlung beschließt jährlich über die Verwendung des Jahresüberschusses; sie kann ggf. Dividenden festsetzen oder den Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, den Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft anweisen, dies zu tun.

Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft kann im gesetzlich vorgesehenen Rahmen einstimmig die Ausschüttung von Interimdividenden beschließen.

#### **Abschnitt VII. Auflösung, Liquidation**

**Art. 19.** Im Falle einer Auflösung der Verwaltungsgesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren. Bei den Liquidatoren kann es sich um natürliche oder juristische Personen handeln, die von der Gesellschafterversammlung bestellt werden, die über die Auflösung entscheidet und die Befugnisse und die Vergütung der Liquidatoren bestimmt.

#### **Abschnitt VIII. Änderungen**

**Art. 20.** Diese Satzung kann im Rahmen einer Gesellschafterversammlung geändert werden, wenn diese beschlussfähig ist und die nach luxemburgischen Recht erforderlichen Mehrheiten erreicht werden.

**Art. 21.** Alle Fragen, die nicht in dieser Satzung geregelt sind, sind gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in der jeweils geltenden Fassung und dem Gesetz von 2002 zu lösen.

#### *Übergangsbestimmungen*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Verwaltungsgesellschaft und endet am 31. Dezember 2007.

### Zeichnung und Zahlung

Das Kapital der Verwaltungsgesellschaft wird folgendermaßen gezeichnet:

Die oben genannte PROTEGO REAL ESTATE INVESTORS FINANCE LLP zeichnet tausend (1.000) Gesellschaftsan-teile gegen Zahlung von einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 125.000,-).

Der Nachweis über diese Zahlung wurde gegenüber dem unterzeichneten Notar erbracht.

### Kosten

Die von der Verwaltungsgesellschaft infolge der Gründung der Gesellschaft zu tragenden Kosten belaufen sich auf schätzungsweise fünftausend Euro.

### Gesellschafterversammlung

Als Inhaberin des gesamten gezeichneten Kapitals der Gesellschaft fasst die oben genannte Person in Ausübung der der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse die folgenden Beschlüsse:

Die folgende(n) Person(en) wird/werden auf unbestimmte Zeit, als Geschäftsführer bestellt:

- Mr Iain Reid, geboren in Aberdeen, Vereinigtes Königreich, am 26. August 1946, geschäftsansässig in 30, Old Bur-lington Street, London W1S 3A, Vereinigtes Königreich;

- Mr Michael Chidiac, geboren in Beirut, Libanon, am 29. Juni 1966, geschäftsansässig in 41, boulevard Royal, L-2449 Luxemburg; und

- Mr Jean Lemaire, geboren in Bastogne, Belgien am 10. Juli 1953, wohnhaft in 32A, rue Léandre Lacroix, L-1913 Luxemburg.

Als unabhängiger Abschlussprüfer wird für die Dauer eines Zeitraums bis zum Ende der jährlichen Gesellschafterver-sammlung, die über den Jahresabschluss zum 31. Dezember 2007 berät, wurde DELOITTE S.A., 560, route de Neudorf, L-2220 Luxemburg bestellt.

Der Sitz der Verwaltungsgesellschaft befindet sich 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-2014 Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Verlangen der vorstehend genannten Personen die vorliegende Urkunde in englischer Sprache abgefasst wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Wunsch der vorstehend genannten Personen ist bei Widersprüchen zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung maßgeblich.

Daraufhin wurde der vorstehende Akt in Luxemburg zu dem oben genannten Datum notariell beurkundet.

Nachdem der Text der Erschienenen vorgelesen wurde, deren Vor- und Nachname, Status und Wohnsitz dem Notar bekannt sind, wurde die vorliegende Urkunde im Original von der Erschienenen gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: P. A. Delagardelle, J.-J. Wagner.

Einregistriert zu Esch-sur-Alzette, am 6. Juni 2007. Relation: EAC/2007/6106. — Erhalten 1.250 Euro.

*Der Einnehmer (gezeichnet): Santioni.*

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Sammlung für Gesellschaften und Ver-einigungen.

Beles, den 8. Juni 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2007062531/239/541.

(070074426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2007.

### **Petrofond, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 128.809.

### — STATUTES

In the year two thousand and seven, on the eighteenth of May.

Before the undersigned Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Remich Luxembourg, Grand Duchy of Luxem-bourg.

There appeared:

CARROUSEL CAPITAL LIMITED with registered office at Hammond House, 117 Piccadilly, London, W1J 7JU, United Kingdom, represented by Mr Antonios Nezeritis, lawyer, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy given in London on 17 May 2007.

The proxy given, signed ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as said above, has requested the notary to draw up the following articles of incor-poration (the «Articles of Incorporation») of a société anonyme which it declared to organize.

## Articles

**Art. 1. Denomination.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a company in the form of a société anonyme qualifying as «société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé» under the name of PETROFOND (hereinafter the «Company»).

**Art. 2. Duration.** The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

**Art. 3. Object.** The object of the Company is to place the funds available to it in securities of all types, and other permitted assets, directly or through one or several wholly owned subsidiaries, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the law of 13 February 2007 on specialised investment funds (the «Law of 2007»).

**Art. 4. Registered Office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office of the Company may be transferred within the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the board of directors of the Company (the «Board of Directors»).

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

**Art. 5. Capital - Shares - Classes and Sub-Funds.** The capital of the Company shall be represented by shares of no par value (the «Shares» and each a «Share») and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 23 hereof.

The initial share capital of the Company amounts to forty-one thousand eight hundred US dollars (41,800.- USD) divided into four hundred eighteen (418) fully paid Shares of no par value.

The subscribed capital of the Company, increased by the share premiums, shall amount at least to the equivalent in US dollars of the minimum prescribed by Luxembourg law and must be reached within a period of twelve months from the authorisation of the Company in Luxembourg.

The Board of Directors is authorised without limitation to issue fully paid Shares and/or partly paid Shares (as permitted by the Law of 2007) at any time in accordance with Article 6 at a price based on the Net Asset Value (as defined below) per Share without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued.

The Board of Directors may also decide to issue Shares with a share premium.

The Board of Directors may delegate to any of its members (the «Directors», each individually a «Director») or to any officer of the Company or to any duly authorised person, the duty to accept subscriptions and receive payment for such new Shares and to deliver these, remaining always within the provisions of the Law of 2007.

As the Board of Directors shall determine, the capital of the Company, which has an umbrella structure, may be divided into different portfolios of securities and other assets permitted by law with specific investment objectives and various risk or other characteristics (the «Sub-Funds» and each a «Sub-Fund»). The Sub-Funds may be denominated in different currencies as the Board of Directors shall determine. With regard to third parties, there is no cross liability between Sub-Funds and each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities reasonably attributable to it. Within each Sub-Fund, the Board of Directors may decide to issue different classes of Shares (the «Classes» and each a «Class») which may differ, inter alia, with respect to their charging structure, dividend policies, hedging policies, investment minima, currency of denomination or other specific features, as the Board of Directors may decide to issue. The Board of Directors may decide if and from what date Shares of any such Classes shall be offered for sale, those Shares to be issued on the terms and conditions as shall be decided by the Board of Directors. Where the context so requires, references in these Articles of Incorporation to «Sub-Fund(s)» shall be references to «Class(es)».

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not denominated in US dollars, be converted into US dollars and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the Sub-Funds. The Company shall prepare consolidated accounts in US dollars.

**Art. 6. Issue of Shares.** The Company may elect to issue shares in both registered or bearer form. The Company shall issue statements of account to certify holdings of shareholders, which shall constitute extracts of the register of shareholders (the «Register»).

If bearer shares are issued, certificates will be issued in such denominations as the Board of Directors shall decide. If a bearer shareholder requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations, he will be charged the cost of such exchange. Bearer share certificates shall be signed by two Directors. Both such signatures may be either manual, or printed, or by facsimile. However, one of such signatures may be by a person delegated to this effect by the Board of Directors. In such latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may from time to time determine.

Shares may be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased by him and upon application obtain delivery of definitive share certificates in bearer form or a confirmation of his shareholding.

Holders of bearer shares may at any time request conversion of their shares into registered shares. Holders of registered shares may only request conversion of their shares into bearer shares if permitted by the Board of Directors and disclosed in the prospectus of the Company as the same may be amended from time to time (the «Prospectus»).

Payments of dividends will be made by bank transfer or by cheque to shareholders, in respect of registered shares, at their address in the Register or to designated third parties and, in respect of bearer shares, in the manner determined by the Board of Directors from time to time in accordance with Luxembourg law.

A dividend declared but not paid on a Share during six years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such Share, and shall revert to the Company. All issued Shares of the Company, other than bearer shares, shall be inscribed in the Register, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefor by the Company and such Register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile and the number of shares held by him. Every transfer of a registered share shall be entered in the Register.

Transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant bearer share certificates. Transfer of registered shares shall be effected by written declaration of transfer to be inscribed in the Register, dated and signed by the transferor and if so requested by the Company, at its discretion, also signed by the transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefor.

In case of bearer shares the Company may consider the bearer, and in the case of registered shares the Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the Register, as full owner of the shares.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will also be entered in the Register.

In the event that such shareholder does not provide such an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, the person entitled to such fraction shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine as to the calculation of fractions, be entitled to dividends or other distributions on a pro rata basis. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued.

The Company will recognise only one holder in respect of a Share in the Company unless otherwise determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus. In the event of joint ownership or bare ownership and usufruct, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant Share or Shares until one person shall have been designated to represent the joint owners or bear owners and usufructuaries vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

**Art. 7. Lost and Damaged Certificates.** If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The mutilated certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificates.

**Art. 8. Restrictions on Shareholding.** Shares of the Company may only be subscribed by well-informed investors, as defined in the Law of 2007 («Well-Informed Investors») who have been selected by the Board of Directors which has

full power to accept and reject subscriptions. However, the Board of Directors shall have power to impose or relax such restrictions on any Shares or Sub-Fund (other than any restrictions on transfer of Shares, but including the requirement that Shares be issued only in registered form) (but not necessarily on all Shares within the same Sub-Fund) as it may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company or no Shares of any Sub-Fund in the Company are acquired or held by or on behalf of:

(a) any person in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority (if the Board of Directors shall have determined that any of them, the Company, any manager of the Company's assets, any of the Company's investment managers or advisers or any Connected Person (as defined in Article 17) would suffer any disadvantage as a result of such breach),

(b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which they might not otherwise have incurred or suffered, including a requirement to register under any securities or investment or similar laws or requirements of any country or authority, or market timing and/or late trading practices, or

(c) any person who, in the opinion of the Board of Directors, does not qualify as a Well-Informed Investor.

The Board of Directors is also entitled to compulsorily redeem all Shares where:

(i) the aggregate amount invested in the Company or the small number of shareholders with outstanding Shares at any time does not justify or support the continued trading and existence of the Company; or

(ii) in any other circumstances in which the Board of Directors determines in its absolute discretion that such compulsory redemption is in the best interests of the Company.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, and, without limitation, by any U.S. Person (as defined in the Prospectus).

For such purpose, the Company may:

(a) decline to issue any Share where it appears to it that such registration would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company (the «Precluded Person»);

(b) at any time require any person whose name is entered in the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's Shares rests in a Precluded Person; and

(c) where it appears to the Company that any person, who is a Precluded Person, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of Shares, compulsorily redeem from any such shareholder all Shares held by such shareholder in the following manner:

(i) The Company shall serve a notice (hereinafter called the «Redemption Notice») upon the shareholder bearing such Shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the Redemption Price (as hereafter defined) in respect of such Shares is payable. Any such Redemption Notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates (if issued) representing the Shares specified in the Redemption Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the Shares previously held by him shall be cancelled;

(ii) the price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (the «Redemption Price») shall be an amount equal to the Net Asset Value of Shares of the relevant Sub-Fund and Classes, determined in accordance with Article 23, less any redemption charge payable in respect thereof;

(iii) payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination of the relevant Sub-Fund or Class and will be deposited by the Company in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to, such person but only, if a Share certificate shall have been issued, upon surrender of the Share certificate or certificates representing the Shares specified in such notice. The Redemption Price which may not be distributed to the shareholders upon the implementation of the redemption will be deposited with the custodian for a period of six months and after such period, the Redemption Price will be deposited in escrow with the Luxembourg Caisse des Consignations on behalf of the shareholders entitled thereto. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest);

(iv) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith;

(d) decline to accept the vote of any Precluded Person at any general meeting of shareholders of the Company; and

(e) if it appears at any time that a shareholder is not a Well-Informed Investor, in addition to any liability under applicable law, the relevant shareholder shall hold harmless and indemnify the Company, the Board of Directors, the other shareholders of the relevant Sub-Fund and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as a Well-Informed Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

**Art. 9. Powers of the General Meeting of Shareholders.** Any regularly constituted general meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the Sub-Fund and Classes of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

**Art. 10. General Meetings.** The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the notice of meeting, on the third Tuesday of the month of October of each year at 3.00 p.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the general meeting will take place on the following bank business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders or Sub-Fund or Class meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. Sub-Fund or Class meetings may be held to decide on any matters, which relate exclusively to such Sub-Fund or Class. Two or several Sub-Funds or Classes may be treated as one single Sub-Fund or Class if such Sub-Funds or Classes are affected in the same way by the proposals requiring the approval of shareholders of the relevant Sub-Funds or Classes.

**Art. 11. Notices, Quorum and Votes.** The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each Share of whatever Sub-Fund and regardless of the Net Asset Value per Share within its Class, is entitled to one vote subject to the restrictions contained in these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram or telex or facsimile. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting.

Shareholders may also vote by means of a dated and duly completed form which must include the information as set out herein. The Board of Directors may in its absolute discretion indicate in the convening notice that the form must include information in addition to the following information: the name of the Company, the name of the shareholder as it appears in the Register; with respect to bearer shares, the identification number of the certificate that was issued to the shareholder; the place, date and time of the meeting; the agenda of the meeting; an indication as to how the shareholder has voted.

In order for the votes expressed by such form to be taken into consideration for the determination of the quorum, the form must be received by the Company or its appointed agent at least three bank business days in Luxembourg before the meeting or any other period as may be indicated in the convening notice by the Board of Directors.

If so decided by the Board of Directors at its discretion and disclosed in the convening notice for the relevant meeting, shareholders may take part in a meeting by way of videoconference or by any other means of telecommunication which allow them to be properly identified and in such case will be considered as present for the quorum and majority determination.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

**Art. 12. Convening Notice.** Shareholders will meet upon call by the Board of Directors, pursuant to notice setting forth the agenda, sent at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register.

If bearer shares are issued, notice shall, in addition, be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspaper as the Board of Directors may decide.

**Art. 13. The Board of Directors.** The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members. Members of the Board of Directors need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

**Art. 14. Proceedings of the Board of Directors.** The Board of Directors shall choose from among its members a chairman and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and at the Board of Directors, in his absence, the shareholders or the Board of Directors shall appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telefax of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable or telegram or telex or telefax message another Director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, telex or telefax.

Meetings of the Board of Directors may be held by way of conference call, video conference or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

The meeting held at a distance by way of such means of communication shall be deemed to have taken place at the registered office.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least two Directors are present at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman or, in his absence, the chairman pro tempore shall have a casting vote.

Resolutions of the Board of Directors may also be passed in the form of consent resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all the Directors.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles of Incorporation, shall have the powers and duties given them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the board. The board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the board or not) as it thinks fit.

**Art. 15. Minutes of Board Meetings.** The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, the secretary or by any two Directors.

**Art. 16. Determination of the Investment Policies.** The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company and shall set forth in the Prospectus the investment objectives, policies and restrictions of the Company in accordance with the Law of 2007.

The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more Classes or Sub-Funds on a pooled basis, as described in Article 24, where it is appropriate to do so.

**Art. 17. Director's Interest.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate officer or employee of such other company or firm (a «Connected Person»). Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such a affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not

consider or vote on any such transactions and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term «personal interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving CARROUSEL CAPITAL LIMITED or any subsidiary thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors unless such a «personal interest» is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

**Art. 18. Indemnity.** Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been a Director or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding in which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such Director or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof.

The words «claim», «actions», «suit», or «proceeding», shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or other including appeals), actual or threatened, and the words «liability» and «expenses» shall include, without limitation, attorney's fees, costs, judgments, amounts paid in settlement, fines, penalties and other liabilities.

No indemnification shall be provided hereunder to a Director or officer:

A.- against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

B.- with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated not to have acted in good faith and in the reasonable belief that his action was in the best interests of the Company;

C.- in the event of a settlement, unless there has been a determination that such Director or officer did not engage in wilful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office:

1) by a court or other body approving the settlement; or

2) by vote of two thirds (2/3) of those members of the Board of Directors of the Company constituting at least a majority of such Board who are not themselves involved in the claim, action, suit or proceeding; or

3) by written opinion of independent counsel.

The right of indemnification herein provided may be insured against by policies maintained by the Company, shall be severable, shall not affect any other rights to which any Director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such Director or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel other than Directors and officers may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and presentation of a defense to any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article may be advanced by the Company, prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or Director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

**Art. 19. Administration.** The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or by the joint or single signature of any Director or officer to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

**Art. 20. Auditor.** The Company shall appoint an independent auditor who shall carry out the duties prescribed by the Law of 2007. The independent auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders and serve until its successor shall have been elected.

**Art. 21. Redemption and Conversion of Shares.** As is more especially prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company provided that:

(i) in the case of a request for redemption of part of his Shares, the Company may, if compliance with such request would result in a holding of Shares of any one Sub-Fund with an aggregate Net Asset Value of less than such amount or number of Shares as determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus from time to time, redeem all the remaining Shares held by such shareholder; and

(ii) the Company may limit the total number of Shares of any Sub-Fund which may be redeemed on a Dealing Day to a number representing a percentage (as set out in the Prospectus) of the net assets of a same Sub-Fund or a percentage (as set out in the Prospectus) of the net assets of Classes related to a single pool of assets in the Company.

In case of deferral of redemption, the relevant Shares shall be redeemed at the share price based on the Net Asset Value per Share prevailing at the date on which the redemption is effected, less any redemption charge in respect thereof.

The redemption price shall be paid normally, within a period as determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus from time to time, following the receipt of the redemption request by the Company and shall be based on the share price for the relevant Class of the relevant Sub-Fund as determined in accordance with the provisions of Article 23 hereof, less any redemption charge in respect thereof. If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the Shares being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

Any such request must be filed or confirmed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of Shares. The certificate or certificates for such Shares in proper form and accompanied by proper evidence of transfer or assignment must be received by the Company or its agent appointed for that purpose before the redemption price may be paid.

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder requesting redemption of any of his Shares (but subject to the consent of the shareholder) in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of the relevant Sub-Fund equal in value (calculated in the manner described in Article 23 hereof) to the value of the holding to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares in the relevant Sub-Fund and the valuation used shall be confirmed by a special report of an independent auditor.

Shares of the capital stock of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Unless otherwise determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus, any shareholder may request switching of the whole or part of his Shares of one Class of a Sub-Fund into Shares of a Class of another Sub-Fund or in another Class of the same Sub-Fund based on a switching formula as determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make switching subject to payment of such charge, as it shall determine and disclose in the Prospectus.

**Art. 22. Valuations and Suspension of Valuations.** For the purpose of determining the issue, conversion, and redemption on price thereof, the Net Asset Value of Shares in the Company shall be determined as to the Shares of each Class of each Sub-Fund by the Company from time to time as the Board of Directors by resolution may direct and disclose in the Prospectus (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a «Dealing Day»).

The Board of Directors is empowered temporarily to suspend the calculation of the Net Asset Value, which will automatically lead to the suspension of subscriptions, redemptions and conversions for shareholders in the Sub-Fund, Sub-Funds, Class or Classes suspended, and may do so in any of the following events:

- (a) when one or more stock exchanges or markets which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Company are closed other than for, or during, holidays or if dealings therein are restricted or suspended;
- (b) when, as a result of political, economic, military, terrorist or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Company, disposal of the assets of the Company is not reasonably practicable without being seriously detrimental to shareholders' interests or if, in the opinion of the Board of Directors, a fair price cannot be calculated for the assets of the Company;
- (c) in the case of a breakdown of the means of communication normally used for valuing a significant portion of the assets of the Company or if, for any reason, the value of any asset of the Company may not be determined as rapidly and accurately as required;
- (d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Company are rendered impracticable or if purchases, sales, deposits and withdrawal of any assets cannot be effected at the normal rates of exchange;
- (e) if a resolution calling for the liquidation, dissolution or merger of the Company has been proposed; or
- (f) any other circumstances beyond the control of the Board of Directors.

The Board of Directors reserves the right to withhold payment from persons whose Shares have been redeemed prior to such suspension until after the suspension is lifted. Such right will be exercised in circumstances where the Board of Directors believes that to make such payment during the period of suspension would materially and adversely affect the interests of existing shareholders. A notice of the beginning and of the end of any period of suspension will be sent to the shareholders or published in a newspaper, if deemed appropriate by the Board of Directors, if, in the opinion of the Board of Directors, it is likely to exceed seven business days. The Board of Directors will take all reasonable steps to bring any period of suspension to an end as soon as possible. If the request is not withdrawn, the redemption will take place as of the first Dealing Day following the end of the period of suspension.

In addition, the Board of Directors has the right to postpone any Dealing Day for up to one business day without the requirement to give notice to shareholders when, in the opinion of the Board of Directors, a significant proportion (which is likely to be 5 per cent or more) of the assets of the Company cannot be valued on an equitable basis and such difficulty is expected by the Directors to be overcome within that period.

**Art. 23. Determination of Net Asset Value.** The net asset value (the «Net Asset Value») per Share shall be determined by dividing the net assets of the Company, being the value of the assets of the Company corresponding to the relevant Sub-Fund less the liabilities attributable to such Sub-Fund, by the number of outstanding Shares of the relevant Sub-Fund adjusted to reflect any dealing charges, dilution levies or fiscal charges which the Board of Directors feels it is appropriate to take into account in respect of that Sub-Fund and by rounding the resulting sum as provided in the sales documents of the Company.

The Net Asset Value per Share of a Sub-Fund is expressed in a currency selected by the Board of Directors for each Sub-Fund.

The Net Asset Value of the Company is expressed in US dollars.

A. The assets of the Company shall include

- (i) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (ii) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- (iii) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, units/shares in undertakings for collective investment, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Company;
- (iv) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights or by similar practices);
- (v) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- (vi) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, and
- (vii) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

In calculating the value of the Company's assets:-

- (a) securities traded on a stock exchange are to be valued generally at the last closing price on such exchange or, if not available, at the mean between the exchange quoted bid and asked prices;
- (b) unlisted securities will be valued at the latest available «bid» price for long positions or «offer» price for short positions where broker quotes are available; where broker quotes are not available, unlisted securities will be valued initially at cost and thereafter with any reduction or increase in value (as the case may be) in a manner determined by the Board of Directors to reflect the fair value thereof;
- (c) the value of forwards, futures, options and any other synthetic instruments held by the Company and traded on exchange will be valued at the last closing price and where such instruments are traded over the counter they will be valued in a manner determined by the Board of Directors to reflect the fair value thereof;
- (d) the value of any cash in hand or on deposit and accounts receivable, prepaid expenses and cash dividends accrued and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Board of Directors may consider appropriate to reflect the fair value thereof;
- (e) the value of any unit, share or other interest (each an «Interest») in other collective investment schemes shall be deemed to be the confirmed net asset value of the relevant Interest as advised by the administrator of the relevant underlying scheme. If no such number is available from the administrator of the relevant underlying scheme, the estimated net asset value of the relevant Interest as advised by the investment manager of the relevant underlying scheme shall be used. If no such estimate is available, the Board of Directors may permit some other method of valuation to be used if it considers that, in the circumstances, such other method of valuation should be adopted to reflect more fairly the value of such Interest; and
- (f) there will be deducted all liabilities of the Company and such provisions and allowances for contingencies (including tax) as the Board of Directors thinks appropriate and accrued costs and expenses payable by the Company.

In calculating the Net Asset Value, assets will be valued at the latest available closing prices as set out in (a) to (f) above, except in the event of a compulsory redemption of Shares when the Net Asset Value of such redeemed Shares may be computed using the latest available «bid» price for long positions or as the case may be the «offer» price for short positions less any fiscal charges, fees and expenses incurred as a result of such redemption. If the latest available bid price or offer price is not available for a particular security then that security will be valued in a manner determined by the Board of Directors to reflect the fair value thereof.

Notwithstanding the foregoing, the Board of Directors may follow some other prudent method of valuation if it considers that in the circumstances such other method of valuation should be adopted to reflect more fairly the value of any investment. The Board of Directors is entitled to exercise its reasonable judgment in determining the value to be attributed to assets and liabilities of the Company and, provided it acts bona fide in the interest of the Company as a whole, such valuation is not open to challenge by current or previous shareholders of the Company.

B. The liabilities of the Company shall include:

- (i) all loans, bills and accounts payable;
- (ii) all accrued or payable administrative expenses (including but not limited to investment advisory fee, performance or management fee, custodian fee and corporate agents' fees);
- (iii) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the Dealing Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- (iv) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Dealing Day, as determined from time to time by the Company, and other provisions if any authorized and approved by the Board of Directors covering among others liquidation expenses and

(v) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares in the Company. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company comprising formation expenses, the remuneration and expenses of its Directors and officers, including their insurance cover, fees payable to its investment advisers or investment managers, fees and expenses payable to its service providers and officers, accountants, custodian and its correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, fees and expenses incurred in connection with the listing of the Shares of the Company at any stock exchange or to obtain a quotation or another regulated market, fees for legal and tax advisers in Luxembourg and abroad, fees for auditing services, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, distributing and printing of the prospectuses, notices, rating agencies, explanatory memoranda, registration statements, or of interim and annual reports taxes or governmental charges, shareholders servicing fees and distribution fees payable to distributors of Shares in the Company, currency conversion costs, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

In varying its policies in respect of each Sub-Fund, the Board of Directors may permit the application of different rules of valuation if this appears to be appropriate in light of the investments made, provided that one set of rules shall be applied to the valuation of all assets allocated to a specific Sub-Fund.

The proportion of the net assets allocable to a Sub-Fund shall be determined on the basis of the issue and redemption of the Shares concerned, the change in value of the assets held on behalf of the Sub-Fund and the liabilities allocable thereto, as well as by taking into account distributions made to holders of the Shares concerned.

For these purposes, Shares of the relevant Sub-Fund to be redeemed on the relevant Dealing Day will be included in the Shares of the relevant Sub-Fund in issue while Shares of each Sub-Fund to be issued on the relevant Dealing Day will be excluded from the Shares of the relevant Sub-Fund in issue.

C. The Board of Directors shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund, and if applicable, for each Class of in the following manner:

(a) the proceeds from the allotment and issue of Shares of a particular Class or Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to that Class or Sub-Fund shall be applied or charged to the portfolio established for such Class or Sub-Fund subject to the provisions of the Articles of Incorporation;

(b) where any asset is derived from another asset (whether cash or otherwise) such derivative asset shall be applied to the portfolio from which the related asset was derived and on each revaluation of an investment the increase or diminution in the value thereof (or the relevant portion of such increase or diminution in value) shall be applied to or deducted from the relevant portfolio;

(c) in the case of an asset (or amount treated as a notional asset) which the Board of Directors does not consider is attributable to a particular portfolio or portfolios, the Board of Directors shall have the discretion to determine the basis upon which any such asset shall be allocated between portfolios and the Board of Directors shall have power at any time and from time to time to vary such allocation;

(d) where assets not attributable to any portfolio give rise to any net profits or losses, the Board of Directors may allocate the assets representing such net profits or other net losses to the portfolios as it thinks fit;

(e) the liability to pay a dividend on a Class shall be allocated to the corresponding portfolio and the Board of Directors shall allocate any other liability to the portfolio or portfolios to which, in the Board of Directors' opinion, it relates or if in the Board of Directors' opinion it does not relate to any particular portfolio or portfolios, between the portfolios at the Board of Directors' discretion in such manner as it considers fair and reasonable in all the circumstances and the Board of Directors shall have power at any time and from time to time to vary such basis. Such allocation will generally be pro rata to the Net Asset Value of the relevant portfolios;

(f) in any proceedings brought by any holder of Shares of a particular Class or Sub-Fund in respect of the rights of such holder as the holder of such Shares, any liability of the Company to such shareholder in respect of such proceeding shall only be settled out of the assets in the portfolio corresponding to such Shares, without recourse in respect of such liability or any allocation of such liability to any other Class or Sub-Fund;

(g) the Board of Directors may make debits or credits of assets (or amounts treated as notional assets) to portfolios if, as a result of a creditor or litigant proceeding against certain of the assets of the Company or otherwise, a liability would be borne in a different manner from that in which it would have been borne under paragraph (e) above, or in any similar circumstances;

(h) save as otherwise provided in the Articles of Incorporation, the assets allocated to a portfolio shall be applied solely in respect of the Shares of the Class or Sub-Fund to which such portfolio relates and no holder of Shares of that Sub-Fund or Class shall have any claim or right to any asset allocated to any other portfolio.

The Company is incorporated with multiple sub-funds as provided for in article 71 of the Law of 2007. The assets of a specific Sub-Fund are exclusively available to satisfy the rights of creditors whose claims have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of that Sub-Fund.

D. Each pool of assets and liabilities shall consist of a portfolio of securities and other assets in which the Company is authorised to invest, and the entitlement of each share class which is issued by the Company in relation with a same pool will change in accordance with the rules set out below.

In addition there may be held within each pool on behalf of one specific share class or several specific share classes, assets which are class specific and kept separate from the portfolio which is common to all share classes related to such pool and there may be assumed on behalf of such class or share classes specific liabilities.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the share classes related to a same pool which shall be allocable to each class of shares shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of class specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from class specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied *mutatis mutandis*.

The percentage of the Net Asset Value of the common portfolio of any such pool to be allocated to each class of shares shall be determined as follows:

- 1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each share class shall be in proportion to the respective number of the shares of each class at the time of the first issuance of shares of a new class;
- 2) the issue price received upon the issue of shares of a specific class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant share class;
- 3) if in respect of one share class the Company acquires specific assets or pays class specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other share classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to such class shall be reduced by the acquisition cost of such class specific assets, the specific expenses paid on behalf of such class, the distributions made on the shares of such class or the redemption price paid upon redemption of shares of such class;
- 4) the value of class specific assets and the amount of class specific liabilities are attributed only to the share class or classes to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the Net Asset Value per share of such specific share class or classes.

E. For the purposes of this Article:

- a) shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Dealing Day on which they have been allotted and the price therefor, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;
- b) Shares of the Company to be redeemed under Article 21 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Dealing Day referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;
- c) all investments, cash balances and other assets of the Company not expressed in the currency in which the Net Asset Value of any Sub-Fund is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the asset value of shares and
- d) effect shall be given on any Dealing Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Dealing Day, to the extent practicable.

If the Board of Directors so determines, the Net Asset Value of the Shares of each Sub-Fund may be converted at the middle market rate into such other currencies than the currency of denomination of the relevant class, referred to above, and in such case the issue and redemption price per Share of such Sub-Fund may also be determined in such currency based upon the result of such conversion.

#### **Art. 24. Pooling.**

1. The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for each Sub-Fund (hereafter referred to as «Participating Funds») on a pooled basis where it is applicable with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool («Enlarged Asset Pool») shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board of Directors may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. It may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

2. A Participating Fund's participation in an Enlarged Asset Pool shall be measured by reference to notional units («units») of equal value in the Enlarged Asset Pool. On the formation of an Enlarged Asset Pool the Board shall in its discretion determine the initial value of a unit which shall be expressed in such currency as the Board considers appropriate, and shall allocate to each Participating Fund units having an aggregate value equal to the amount of cash (or to the value of other assets) contributed. Fractions of units, calculated to three decimal places, may be allocated as required. Thereafter the value of a unit shall be determined by dividing the net asset value of the Enlarged Asset Pool (calculated as provided below) by the number of units subsisting.

3. When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Enlarged Asset Pool, the allocation of units of the Participating Fund concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a unit. Where a

contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the Board considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned; in the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the Enlarged Asset Pool.

4. The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Enlarged Asset Pool at any time and the net asset value of the Enlarged Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (*mutatis mutandis*) of Article 23 provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

5. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time of receipt.

**Art. 25. Issue of Shares.** Whenever the Company shall offer Shares for subscription, the price per Share at which such Shares shall be offered and sold, shall be based on the Share price for the relevant Class of the relevant Sub-Fund plus an initial sales charge of up to 5% of the Net Asset Value per Share. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus. The share price (not including the sales commission) may, upon approval of the Board of Directors, and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board of Directors consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

**Art. 26. Distributors.** The Board of Directors may permit any company or other person appointed for the purpose of distributing shares of the Company to charge any applicant for Shares a sales commission of such amount may be disclosed in the Prospectus.

**Art. 27. Accounting Year.** The accounting year of the Company shall begin on the 1st of July of each year and shall terminate on the 30th of June of the next year. The accounts of the Company shall be expressed in US dollars or such other currency as the Board of Directors may determine. Where there shall be different Sub-Funds as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such Sub-Funds are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into US dollars and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company.

**Art. 28. Custodian.** The Company shall enter into a custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the Law of 2007 (the «Custodian») and which shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by law.

In the event of the Custodian desiring to retire, the Board of Directors shall use their best endeavours to find within two months a corporation to act as custodian and upon doing so the Board of Directors shall appoint such corporation to be custodian in place of the retiring Custodian. The Board of Directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

**Art. 29. Liquidation of a Sub-Fund or of the Company and Mergers.** In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Class shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares of each Class of each Sub-Fund in proportion of their holding of Shares in such category of such Class. Any funds to which shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited for the persons entitled thereto to the Caisse des Consignations in Luxembourg in accordance with the Law of 2007.

A Sub-Fund or a Class may be terminated by resolution of the Board of Directors if the Net Asset Value of a Sub-Fund or a Class is below such amount as determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus from time to time or in the event of special circumstances beyond its control, such as political, economic, or military emergencies, or if the Board of Directors should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a Sub-Fund or a Class to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of shareholders, that a Sub-Fund or a Class should be terminated. In such event, the assets of the Sub-Fund or the Class shall be realized, the liabilities discharged and the net proceeds of realization distributed to shareholders in proportion to their holding of Shares in that Sub-Fund or Class and such other evidence of discharge as the Board of Directors may reasonably require. This decision will be notified to shareholders as required. No Shares shall be redeemed after the date of the decision to liquidate the Sub-Fund or a Class. Assets, which could not be distributed to shareholders upon the close of the liquidation of the Sub-Fund concerned, will be deposited with the custodian of the Company for a period of six months after the close of liquidation. After this time, the assets will be deposited with the Caisse des Consignations in Luxembourg on behalf of their beneficiaries.

A Sub-Fund or a Class may merge with one or more other Sub-Funds or Classes by resolution of the Board of Directors if the Net Asset Value of a Sub-Fund or a Class is below such amount as determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus from time to time or in the event of special circumstances beyond its control, such as political,

economic, or military emergencies, or if the Board of Directors should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a Sub-Fund or a Class to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of shareholders, that a Sub-Fund or a Class should be merged. This decision will be notified to shareholders as required. Each shareholder of the relevant Sub-Fund or a Class shall be given the option, within a period to be determined by the Board of Directors, but not being less than one month, and specified in said notice, to request free of any redemption charge either the repurchase of its Shares or the exchange of its Shares against Shares of any Sub-Fund or a Class not concerned by the merger. Any applicable contingent deferred sales charges are not to be considered as redemption charges and shall therefore be due.

A Sub-Fund may be contributed to another Luxembourg investment fund by resolution of the Board of Directors in the event of special circumstances beyond its control, such as political, economic, or military emergencies, or if the Board of Directors should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a Sub-Fund to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of shareholders, that a Sub-Fund should be contributed to another fund. This decision will be notified to shareholders as required. Each shareholder of the relevant Sub-Fund shall be given the possibility within a period to be determined by the Board of Directors, but not being less than one month, and specified in said notice, to request, free of any redemption charge, the repurchase of its Shares. Any applicable contingent deferred sales charges are not to be considered as redemption charges and shall therefore be due. At the close of such period, the contribution shall be binding for all shareholders who did not request a redemption. In the case of a contribution to an unincorporated investment fund, however, the contribution will be binding only on shareholders who expressly agreed to the contribution. When a Sub-Fund is contributed to another investment fund, the valuation of the Sub-Fund's assets shall be verified by an auditor who shall issue a written report at the time of the contribution. A Sub-Fund may be contributed to a non Luxembourg investment fund only when the relevant Sub-Fund's shareholders have unanimously approved the contribution or on the condition that only the shareholders who have approved such contribution are effectively transferred to that foreign fund.

If the Board of Directors determines that it is in the interests of the shareholders of the relevant Sub-Fund or Class or that a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund or Class concerned has occurred which would justify it, the reorganisation of one Sub-Fund or Class, by means of a division into two or more Sub-Funds or Classes, may take place. This decision will be notified to shareholders as required. The notification will also contain information about the two or more new Sub-Funds or Classes. The notification will be made at least one month before the date on which the reorganization becomes effective in order to enable the shareholders to request the sale of their Shares, free of charge, before the operation involving division into two or more Sub-Funds or Classes becomes effective. Any applicable contingent deferred sales charges are not to be considered as redemption charges and shall therefore be due.

**Art. 30. Amendment of Articles of Incorporation.** These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any Class or Sub-Fund vis-à-vis those of any other Class or Sub-Fund shall be subject, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant Class or Sub-Fund.

**Art. 31. General.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, and the Law of 2007.

#### *Transitory provisions*

- 1) The first accounting year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 30th June 2008.
- 2) The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2008.

#### *Subscription and Payment*

The subscriber has subscribed for the number of shares of PETROFOND and has paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

CARROUSEL CAPITAL LIMITED, prenamed, 418 Shares, USD 41,800.-

The Shares have all been paid up to the extent of one hundred per cent (100 %) by payment in cash, so that the amount of forty-one thousand eight hundred US dollars (USD 41,800.-) is from now on at the free disposal of the Company, evidence of which was given to the undersigned notary.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand euros (EUR 2,000.-).

For the purpose of registration the capital is evaluated at thirty thousand nine hundred and ninety-two euro and eighty-one cents (30,992.81 EUR).

#### *Statements*

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

*General meeting of shareholders*

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering himself as fully convened, has immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, it has passed the following resolutions.

*First resolution*

The following persons are appointed Directors until the next annual general meeting:

- (a) Clive Harris, Director, with professional address at Shamrock Road, Prospect, Grand Cayman, Cayman Islands;
- (b) André Paulin, Director, with professional address at 19 rue Marbeuf, 75008 Paris, France;
- (c) Bruno Sanglé-Ferrière, Director, with professional address at Hammond House, 117 Piccadilly, London W1J7JU, United Kingdom.

*Second resolution*

The following has been appointed Auditor until the next annual general meeting:

DELOITTE S.A., 560, route de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

*Third resolution*

The registered office of the Company is fixed at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version, on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to mandatory of the appearing person, the said mandatory signed together with Us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille sept, le dix-huit mai.

Par-devant Nous, Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Remich.

A comparu:

CARROUSEL CAPITAL LIMITED avec siège social à Hammond House, 117 Piccadilly, Londres, W1J 7JU, Royaume-Uni, ici représentée par Mr Antonios Nezeritis, avocat, demeurant à Luxembourg, sur base d'une procuration donnée à Londres, le 14 mai 2007.

La procuration susmentionnée, signée ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire soussigné, restera annexée à ce document pour être soumise à la formalité de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme expliqué ci-dessus, a demandé au notaire d'arrêter comme suit les statuts (les «Statuts») d'une société anonyme qu'elle déclare former.

**STATUTS**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il est établi entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires une société en la forme d'une société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé sous la dénomination de PETROFOND (ci-après la «Société»).

**Art. 2. Durée.** La Société est établie pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des présents Statuts.

**Art. 3. Objet.** L'objet de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs de tous types et autres avoirs permis, directement ou via une ou plusieurs filiales entièrement détenues, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.

La Société peut prendre toutes mesures et effectuer toute opération qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son but au sens le plus large dans le cadre de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés (la «Loi de 2007»).

**Art. 4. Siège Social.** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social de la Société peut être transféré dans les limites du Grand-Duché de Luxembourg par décision du conseil d'administration de la Société (le «Conseil d'Administration»).

Des succursales, filiales ou autres bureaux peuvent être établis tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil d'Administration.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à

cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

**Art. 5. Capital Social - Actions - Classes et Sous-Fonds.** Le capital de la Société est représenté par des actions sans valeur nominale (des «Actions») et chacune une «Action») et est à tout moment égal aux avoirs nets de la Société tels que définis par l'Article 23 des présents Statuts.

Le capital social initial de la Société est de quarante et un mille huit cents dollars des Etats-Unis (41.800,- USD) divisé en quatre cent dix-huit (418) Actions entièrement libérées, sans mention de valeur.

Le capital minimum souscrit de la Société, augmenté des primes d'émission, doit être au moins d'un montant équivalent en dollars des Etats-Unis au minimum prescrit par la loi luxembourgeoise et doit être atteint dans une période de douze mois à partir de l'autorisation de la Société à Luxembourg.

Le Conseil d'Administration est autorisé sans restriction à émettre des Actions entièrement libérées et/ou des Actions partiellement libérées (comme permis par la Loi de 2007) à tout moment conformément à l'Article 6 à un prix basé sur la Valeur Nette d'Inventaire par Action sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription des Actions à émettre.

Le Conseil d'Administration peut également décider d'émettre des Actions avec une prime d'émission.

Le Conseil d'Administration peut déléguer à n'importe lequel de ses membres (les «Administrateurs»), chacun individuellement un «Administrateur») ou à tout fondé de pouvoir de la Société ou à toute personne dûment autorisée, la charge d'accepter des souscriptions et de recevoir des paiements pour les nouvelles Actions et de délivrer celles-ci, en restant toujours en conformité avec la Loi de 2007.

Au choix du Conseil d'Administration, le capital de la Société, qui a une structure à compartiments multiples, peut être divisé en différents portefeuilles de valeurs et autres actifs autorisés par la loi, avec des objectifs d'investissement spécifiques et différents risques et autres caractéristiques, (les «Sous-Fonds» et chacun un «Sous-Fonds»). Les Sous-Fonds peuvent être libellés en différentes devises comme déterminé par le Conseil d'Administration. Vis-à-vis des tiers, il n'y a pas de responsabilité partagée entre les différents Sous-Fonds et chacun des Sous-Fonds sera exclusivement responsable de toutes les dettes qui lui sont raisonnablement attribuées. Dans chaque Sous-Fonds, le Conseil d'Administration peut décider d'émettre différentes classes d'Actions (les «Classes» et chacune une «Classe») qui peuvent, entre autres, être différentes en fonction de leur structure de frais, politique de paiement de dividendes, politique de couverture des risques, minima d'investissement ou d'autres caractéristiques spécifiques et qui peuvent être exprimées dans différentes devises selon que le Conseil d'Administration décide d'émettre. Le Conseil d'Administration peut décider si et à partir de quand des Actions de ces Classes seront offertes, ces Actions devant être émises selon les conditions déterminées par le Conseil d'Administration. Quand les circonstances l'exigent, les références dans ces Statuts à des «Sous-Fonds» seront des références à des «Classe(s)».

Pour déterminer le capital social de la Société, les avoirs nets correspondant à chacun des Sous-Fonds seront, s'ils ne sont pas exprimés en dollars des Etats-Unis, convertis en dollars des Etats-Unis et le capital social sera égal au total des actifs nets de toutes les Sous-Fonds. La Société préparera des comptes consolidés libellés en dollars des Etats-Unis.

**Art. 6. Emission d'Actions.** La Société a le choix d'émettre des actions nominatives et/ou au porteur. La Société émettra des relevés de compte afin de certifier les détentions des actionnaires, qui constitueront des extraits du registre des actionnaires (le «Registre»).

Si des actions au porteur sont émises, des certificats seront émis dans les formes à déterminer par le Conseil d'Administration. Si un actionnaire au porteur demande la conversion de ses certificats en certificats d'une autre forme, le coût de cet échange lui sera mis en compte. Les certificats au porteur seront signés par deux Administrateurs. Les deux signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen d'une griffe. Toutefois l'une des signatures pourra être apposée par une personne déléguée à cet effet par le Conseil d'Administration; en ce cas, elle doit être manuscrite. La Société pourra émettre des certificats provisoires dans les formes qui seront déterminées par le Conseil d'Administration.

Les Actions ne seront émises que sur acceptation de la souscription et réception du prix d'achat. A la suite de l'acceptation de la souscription et de la réception du prix d'achat le souscripteur deviendra propriétaire des Actions et recevra, sur demande, des certificats au porteur ou une confirmation de son actionnariat.

Les détenteurs d'Actions au porteur peuvent, à tout moment, demander la conversion de leurs Actions en Actions nominatives. Les détenteurs d'Actions nominatives peuvent demander la conversion de leurs Actions en Actions au porteur si autorisés par le Conseil d'Administration et si cela est prévu dans le prospectus de la Société tel que modifié de temps en temps (le «Prospectus»).

Le paiement de dividendes aux actionnaires nominatifs se fera par virement bancaire ou par chèque à leur adresse portée au Registre ou à des tiers désignés par eux et pour les actions au porteur, de la manière déterminée par le Conseil d'Administration de temps en temps conformément à la loi luxembourgeoise.

Un dividende déclaré mais non payé pendant une période de six ans ne peut pas être réclamé par le détenteur de l'Action après cette période, et qui, pour cause de forclusion, reviendra au bénéfice de la Société. Toutes les actions nominatives émises par la Société seront inscrites au Registre qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société et ce Registre doit indiquer le nom de chaque propriétaire d'actions

nominatives, sa résidence ou son domicile élu et le nombre d'actions qu'il détient. Tout transfert d'actions nominatives sera inscrit au Registre.

Le transfert d'actions au porteur se fera par la délivrance des certificats d'actions correspondants.

Le transfert d'actions nominatives se fera par une déclaration de transfert écrite portée au Registre, datée et signée par le cédant et, si requis par la Société, à sa discrétion, également signé par le cessionnaire, ou par leur mandataire justifiant des pouvoirs requis. En cas d'actions au porteur, la Société considère le porteur, et en cas d'actions nominatives, la Société considère la personne au nom de laquelle les actions sont enregistrées dans le Registre, comme pleinement détenteur des actions.

Tout propriétaire d'actions nominatives devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et toutes les informations pourront être envoyées. Cette adresse sera inscrite également sur le Registre.

Au cas où un actionnaire en nom ne fournit pas d'adresse à la Société, mention pourra en être faite au Registre, et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse qui sera fixée par la Société, ceci jusqu'à ce qu'une autre adresse soit fournie par l'actionnaire. L'actionnaire pourra à tout moment faire changer l'adresse portée au Registre par une déclaration écrite envoyée à la Société à son siège social, ou à telle autre adresse qui pourra être fixée périodiquement par la Société.

Si le paiement effectué par un souscripteur aboutit à l'émission de fractions d'actions, cette fraction ne conférera pas de droit de vote, mais donnera droit, dans les conditions à déterminer par la Société, à des dividendes ou autres distributions proportionnels. Pour les Actions au porteur, uniquement des certificats attestant un nombre entier d'Actions seront émis.

La Société ne reconnaîtra qu'un seul actionnaire par action de la Société sauf au cas où il en serait décidé autrement par le Conseil d'Administration et prévu dans le Prospectus. En cas d'indivision ou de nue-propriété et d'usufruit, la Société pourra suspendre l'exercice des droits dérivant de l'action ou des actions concernées jusqu'au moment où une personne aura été désignée pour représenter les indivisaires ou nu-proprétaires et usufruitiers vis-à-vis de la Société.

Dans le cas d'actionnaires joints, la Société se réserve le droit de payer tout produit de rachat, distributions ou autres paiements au seul premier détenteur enregistré que la Société pourra considérer comme étant le représentant de tous les détenteurs joints, ou, à sa seule discrétion, à l'ensemble des actionnaires joints.

**Art. 7. Certificats Perdus ou Endommagés.** Lorsqu'un actionnaire peut justifier à la Société que son certificat d'action a été égaré ou détruit, un duplicata peut être émis à sa demande aux conditions et garanties que la Société déterminera, notamment sous forme d'une assurance, sans préjudice de toute autre forme de garantie que la Société pourra choisir. Dès l'émission du nouveau certificat sur lequel il sera mentionné qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat original n'aura plus aucune valeur.

Les certificats d'actions endommagés peuvent être échangés sur ordre de la Société. Ces certificats endommagés seront remis à la Société et immédiatement annulés.

La Société peut à son gré mettre en compte à l'actionnaire le coût du duplicata et de toutes les dépenses justifiées encourues par la Société en relation avec l'émission et l'inscription au registre ou avec la destruction de l'ancien certificat.

**Art. 8. Restrictions en Matière d'Actionariat.** Les Actions de la Société peuvent seulement être souscrites par des investisseurs avertis, tel que défini dans la Loi de 2007 (un «Investisseur Averti») qui ont été sélectionnés par le Conseil d'Administration lequel a plein pouvoir pour accepter et rejeter les souscriptions. Cependant, le Conseil d'Administration aura le pouvoir d'édicter ou d'assouplir des restrictions relatives à toute Action ou Sous-Fonds (autres qu'une restriction au transfert d'Actions mais y inclus l'exigence que des Actions soient émises seulement sous forme nominative) (sans que cela doive nécessairement s'appliquer à toutes les Actions d'un même Sous-Fonds) qu'il jugera utiles, en vue d'assurer qu'aucune Action de la Société ni aucune Action d'un Sous-Fonds de la Société ne sera acquise ou détenue par ou pour compte

(a) d'une personne en infraction avec les lois ou les exigences d'un quelconque pays ou d'une autorité gouvernementale ou réglementaire (si le Conseil d'Administration a constaté que l'une de ces personnes, la Société, l'un des gestionnaires des avoirs de la Société, l'un des gestionnaires ou conseillers en investissement de la Société ou toute Personne Liée (telle que définie à l'Article 17) devrait supporter un désavantage à la suite de cette violation),

(b) de toute personne dont la situation, de l'avis du Conseil d'Administration, pourrait amener la Société ou ses actionnaires à encourir des charges fiscales ou d'autres désavantages financiers qu'autrement ils n'auraient pas encourus ou subis, y inclus l'obligation d'être enregistré sous les lois relatives aux valeurs mobilières, aux sociétés d'investissement ou sous des lois similaires ou en vertu des prescriptions de n'importe quel pays ou autorité, ou des pratiques de market timing et/ou de late trading, ou

(c) toute personne qui, de l'avis du Conseil d'Administration, n'est pas un Investisseur Averti.

Le Conseil d'Administration est également autorisé à procéder au rachat obligatoire des Actions lorsque:

(i) le montant cumulé investi dans la Société ou le faible nombre d'actionnaires avec des Actions en circulation à tout moment ne justifie pas ou ne supporte pas de continuer la commercialisation ou l'existence de la Société; ou

(ii) dans toute autre circonstance dans laquelle le Conseil d'Administration décide, discrétionnairement, qu'un tel rachat obligatoire est dans le meilleur intérêt de la Société.

De façon plus spécifique, la Société pourra limiter ou interdire la propriété d'Actions de la Société par toute personne physique ou morale, et, sans limitation, par toute «Personne des États-Unis d'Amérique», (telle que définie dans le Prospectus).

A cet effet, la Société pourra:

(a) refuser d'émettre des Actions lorsqu'il apparaît que cette émission aurait ou pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété directe ou la propriété indirecte de ces Actions à une personne qui n'est pas autorisée à être actionnaire de la Société (une «Personne Non Autorisée»);

(b) à tout moment demander à toute personne dont le nom figure au Registre, de lui fournir tout renseignement, appuyé d'une déclaration sous serment, qu'elle estime nécessaire, en vue de déterminer si ces Actions appartiennent ou non en propriété effective à une Personne Non Autorisée; et

(c) procéder au rachat forcé de toutes les Actions détenues par un tel actionnaire s'il apparaît qu'une Personne Non Autorisée est, soit seule, soit avec d'autres personnes, propriétaire effectif ou titulaire inscrit au Registre de la Société. Dans ce cas, la procédure suivante sera d'application.

(i) la Société enverra un avis (appelé ci-après l'«Avis de Rachat») à l'actionnaire possédant de telles Actions ou apparaissant au Registre comme étant le propriétaire des Actions à racheter, lequel spécifiera les Actions à racheter selon ce qui est dit ci-dessus, le prix à payer pour ces Actions et l'endroit où ce Prix de Rachat (comme défini ci-après) sera payable. Un tel Avis de Rachat peut être envoyé à l'actionnaire par lettre recommandée adressée à sa dernière adresse connue par la Société ou celle inscrite dans les livres de la Société. L'actionnaire en question sera alors obligé de remettre sans délai à la Société le ou les certificats (s'il en a été émis), représentant les Actions spécifiées dans l'Avis de Rachat. Dès la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'Avis de Rachat, l'actionnaire en question cessera d'être actionnaire et les Actions qu'il détenait auparavant seront annulées;

(ii) le prix auquel les Actions spécifiées dans un Avis de Rachat seront rachetées (le «Prix de Rachat»), sera égal à la Valeur Nette d'Inventaire des Actions du Sous-Fonds ou de la Classe en question, déterminée conformément à l'Article 23 des présents Statuts, sous déduction d'une commission de rachat payable en relation avec un tel rachat;

(iii) le paiement du Prix de Rachat sera effectué à l'actionnaire qui apparaît en être le propriétaire dans la devise du Sous-Fonds ou de la Classe concerné et sera déposé par la Société à Luxembourg ou ailleurs (selon ce qui sera spécifié dans l'Avis de Rachat) aux fins de paiement à cette personne, mais seulement, si un certificat d'Actions y relatif à été émis, contre remise du ou des certificats d'Actions, représentant les Actions indiquées dans un tel avis. Le Prix de Rachat qui ne peut être distribué aux actionnaires avant la fin des rachats sera déposé auprès de la banque dépositaire pour une période de six mois et après une telle période le Prix de Rachat sera déposé auprès de la Caisse de Consignation luxembourgeoise pour le compte des actionnaires y ayant droit. Dès le paiement d'un tel prix selon ce qui est décrit ci-dessus, aucune personne ayant un intérêt dans les Actions ou l'une d'entre elles mentionnées dans l'Avis de Rachat ne pourra plus faire valoir de droit relativement à ces Actions ni ne pourra exercer aucune action contre la Société et ses actifs, sauf le droit de l'actionnaire apparaissant comme étant le propriétaire des Actions de recevoir le prix ainsi déposé (sans intérêt);

(iv) l'exercice par la Société des pouvoirs conférés par le présent Article ne pourra en aucun cas être mis en question ou invalidé au motif qu'il n'y aurait pas eu de preuve suffisante de la propriété des Actions dans le chef d'une personne, ou qu'une Action appartenait à une autre personne que ne l'avait admis la Société à la date de l'envoi de l'Avis de Rachat, à la seule condition que la Société ait exercé ses pouvoirs en toute bonne foi;

(d) refuser, lors de toute assemblée générale des actionnaires de la Société, le droit de vote à toute Personne Non Autorisée; et

(e) s'il apparaît, à tout moment, qu'un actionnaire n'est pas un Investisseur Averti, en sus de toute responsabilité selon le droit applicable, cet actionnaire sera tenu responsable et indemniser la Société, le Conseil d'Administration, les autres actionnaires du Sous-Fonds concerné et les agents de la Société de tous dommages, pertes ou dépenses résultant de ou connectés à ces cas de détention lorsque l'actionnaire concerné a produit une documentation trompeuse ou fausse ou fait des déclarations trompeuses ou fausses pour établir faussement son statut d'Investisseur Averti ou a manqué de notifier à la Société la perte de ce statut.

**Art. 9. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Actionnaires.** L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Les résolutions prises à une telle assemblée lieront tous les actionnaires de la Société, sans égard au Sous-Fonds et à la Classe des Actions qu'ils détiennent. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

**Art. 10. Assemblées Générales.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra, conformément au droit luxembourgeois, à Luxembourg au siège social de la Société, ou à tout autre endroit dans la municipalité du siège social qui pourra être indiqué dans l'avis de convocation, le troisième mardi du mois d'octobre à 15 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg, l'assemblée générale se tiendra le premier jour suivant ouvrable pour les banques à Luxembourg. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si, de l'avis souverain du Conseil d'Administration, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation. Des assemblées de Sous-Fonds ou de Classe peuvent être tenues afin de décider sur toute matière concernant

exclusivement ce Sous-Fonds ou cette Classe. Deux ou plusieurs Sous-Fonds ou Classes peuvent être traités comme un seul Sous-Fonds ou une seule Classe si ces Sous-Fonds ou Classes sont touchés de la même manière par les propositions requérant le consentement des actionnaires des Sous-Fonds ou Classes concernés.

**Art. 11. Préavis, Quorum et Votes.** Les quorum et les périodes de préavis requis par la loi régleront la conduite des assemblées des actionnaires de la Société dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Toute Action de chaque Sous-Fonds, quel que soit sa valeur d'actif net, donne droit à une voix sauf les réserves prévues par les présents Statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme mandataire. Une telle procuration sera considérée comme valable, sous réserve qu'elle n'ait pas été révoquée, pour toute assemblée des actionnaires reconvoquée.

Les actionnaires peuvent aussi voter par le biais d'un formulaire dûment rempli et daté qui doit inclure les informations telles que décrites ci-après. Le Conseil d'Administration peut indiquer à sa seule discrétion dans l'avis de convocation que le formulaire devra inclure d'autres informations en plus des informations suivantes: le nom de la Société, le nom de l'actionnaire tel qu'il apparaît dans le Registre; en ce qui concerne les actionnaires au porteur, le numéro d'identification du certificat qui a été émis à l'actionnaire; le lieu, la date et l'heure de l'assemblée; l'ordre du jour de l'assemblée; une indication concernant la manière dont l'actionnaire a voté.

Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la Société ou son mandataire nommé à cet effet au moins trois jours bancaires à Luxembourg avant l'assemblée ou tout autre délai fixé par le Conseil d'Administration dans l'avis de convocation.

Si ainsi décidé par le Conseil d'Administration à sa seule discrétion et indiqué dans l'avis de convocation pour l'assemblée concernée, les actionnaires pourront participer à une assemblée par visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication permettant leur identification et dans ce cas ils seront considérés comme présents pour la détermination des règles de quorum et de majorité.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi et les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à l'assemblée générale.

**Art. 12. Avis de Convocations.** Les actionnaires se réuniront sur convocation du Conseil d'Administration à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour envoyé par lettre au moins huit jours avant l'assemblée à tout actionnaire à son adresse portée au Registre.

Si des actions au porteur sont en circulation, l'avis sera en outre publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations du Luxembourg, dans un journal luxembourgeois et dans tel autre journal que le Conseil d'Administration pourra déterminer.

**Art. 13. Conseil d'Administration.** La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins; les membres du Conseil d'Administration n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les Administrateurs seront élus par l'assemblée générale annuelle pour une période se terminant à la prochaine assemblée annuelle et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus; toutefois un Administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision des actionnaires.

Au cas où le poste d'un Administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission, ou autrement, les Administrateurs restants pourront élire à la majorité des voix un Administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

**Art. 14. Délibération du Conseil d'Administration.** Le Conseil d'Administration choisira parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un ou plusieurs vice-présidents. Il peut également choisir un secrétaire, qui ne doit pas nécessairement être un Administrateur, qui sera responsable de la conservation des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des assemblées d'actionnaires. Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du président, ou de deux Administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président du Conseil d'Administration les assemblées générales des actionnaires et les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence l'assemblée générale ou le Conseil d'Administration désigneront une autre personne pour assumer la présidence de ces assemblées et réunions.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les Administrateurs au moins vingt-quatre heures à l'avance pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. On pourra passer outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie de chaque Administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans un calendrier adopté préalablement par une résolution du Conseil d'Administration.

Tout Administrateur pourra se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit, par message électronique, câble, télégramme, télex ou message télécopié un autre Administrateur comme son mandataire. Les Administrateurs peuvent également voter par écrit ou par message électronique, câble, télégramme, télex ou message télécopié.

Tout Administrateur peut assister à une réunion du Conseil d'Administration au moyen de conférence téléphonique, de vidéoconférence ou de tout autre moyen de communication similaires permettant à plusieurs personnes participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée comme équivalente à une présence physique à la réunion.

La réunion tenue à distance au moyen de tel moyens de communication sera considérée comme ayant été tenue au siège social.

Les Administrateurs ne pourront agir que dans le cadre de réunions du Conseil d'Administration régulièrement convoquées. Les Administrateurs ne pourront engager la Société par leur signature individuelle, à moins d'y être autorisés par une résolution du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si au moins deux Administrateurs sont présents à la réunion du Conseil d'Administration. Les décisions seront prises à la majorité des votes des Administrateurs présents ou représentés à cette réunion. Au cas où lors d'une réunion il y a égalité entre le nombre de votes pour et contre une décision, le président, ou en son absence, son remplaçant aura voix prépondérante.

Les décisions du Conseil d'Administration peuvent également être prises par résolution circulaire identique en ses termes, signée sur un ou plusieurs documents par tous les Administrateurs.

Le Conseil d'Administration pourra nommer de temps à autre des fondés de pouvoir de la Société, dont un directeur général, un secrétaire, éventuellement des directeurs généraux adjoints, des secrétaires adjoints et d'autres directeurs et fondés de pouvoir jugés nécessaires pour la conduite des affaires et la gestion de la Société. Pareilles nominations peuvent être révoquées à tout moment par le Conseil d'Administration. Les fondés de pouvoir n'ont pas besoin d'être des Administrateurs ou actionnaires de la Société. A moins que les Statuts n'en décident autrement, les fondés de pouvoir désignés auront les pouvoirs et les charges qui leur auront été attribués par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière et à l'exécution d'opérations en vue de l'accomplissement de son objet et de la poursuite de l'orientation générale de sa gestion à des personnes physiques ou morales qui n'ont pas besoin d'être des membres du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut aussi déléguer un quelconque de ses pouvoirs, autorités ou décisions discrétionnaires, à un comité consistant en une ou plusieurs personnes (qu'elles soient membres ou non du Conseil d'Administration) tel qu'il l'estime approprié.

**Art. 15. Procès-Verbaux des Réunions du Conseil d'Administration.** Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le président ou l'Administrateur qui aura assumé la présidence en son absence.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par le secrétaire ou par deux Administrateurs.

**Art. 16. Détermination des Politiques d'Investissement.** Le Conseil d'Administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer l'orientation générale de la gestion et la politique d'investissement ainsi que les lignes de conduite à suivre dans l'administration de la Société et déterminera dans le Prospectus les objectifs politiques et restrictions d'investissement de la Société en conformité avec la Loi de 2007.

Le Conseil d'Administration peut investir et gérer tout ou partie des masses d'avoirs établies pour deux ou plusieurs Classes ou Sous-Fonds sur une base commune, tel que décrit à l'Article 24, lorsque cela se justifie.

**Art. 17. Intérêts des Administrateurs.** Aucun contrat et aucune transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs Administrateurs, ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt dans une telle société ou firme ou par le fait qu'ils en seraient Administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé (une «Personne Liée»). L'Administrateur ou fondé de pouvoir de la Société qui est Administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société conclut des contrats, ou avec laquelle la Société est autrement en relation d'affaires ne sera pas de ce fait, mais sous réserve de ce qui suit, privé du droit de délibérer, de voter ou d'agir en ce qui concerne des matières relatives à un tel contrat ou de telles affaires.

Au cas où un Administrateur ou fondé de pouvoir de la Société aurait un intérêt personnel dans une affaire de la Société, cet Administrateur ou fondé de pouvoir devra informer le Conseil d'Administration de son intérêt personnel et ne délibérera pas ou ne prendra pas part au vote sur cette affaire; et rapport devra être fait sur une telle affaire et sur l'intérêt dudit Administrateur ou fondé de pouvoir à la prochaine assemblée des actionnaires.

Le terme «intérêt personnel», tel qu'il est utilisé à la phrase qui précède, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts qui pourront exister de quelque manière, en quelque qualité, ou à quelque titre que ce soit, en rapport avec CARROUSEL CAPITAL LIMITED, toute société filiale ou affiliée de cette société, ou encore en rapport avec toute autre société ou entité juridique que le Conseil d'Administration pourra déterminer souverainement à moins que cet «intérêt personnel» ne soit considéré comme un intérêt conflictuel par les lois et règlements applicables.

**Art. 18. Indemnité.** Sous réserve des exceptions et limitations mentionnées ci-dessous, toute personne qui est, ou a été un Administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société sera indemnisé par la Société dans la mesure la plus large permise par la loi pour toute responsabilité et toute dépense raisonnablement encourue ou payée par lui en connexion avec toute réclamation, action, procès ou procédure dans lesquels il est impliqué en tant que partie ou autrement en

raison du fait qu'il est ou a été Administrateur ou fondé de pouvoirs et de tout montant payé ou encouru par lui en cas de transaction.

Les mots «réclamation», «actions», «procès» ou «procédure» s'appliqueront à toute les réclamations, actions, procès ou procédures (civils, pénaux ou autres, y compris les appels), en cours ou imminent, et les mots «responsabilité» et «dépenses» incluront, sans limitation, les frais d'avocat, les coûts, les jugements, les montants payés en cas de transaction, les amendes, les pénalités et les autres responsabilités.

Il ne sera alloué aucune indemnité à un Administrateur ou fondé de pouvoirs:

A.- pour toute responsabilité envers la Société ou ses actionnaires en raison de faute délibérée, de mauvaise foi, de négligence ou d'inattention fautive au regard des devoirs liés à la conduite de sa fonction;

B.- à l'égard de toute affaire pour laquelle il aura finalement été jugé comme n'ayant pas agi de bonne foi et raisonnablement pu estimer que son action était dans le meilleur intérêt de la Société;

C.- en cas de transaction, à moins qu'il ait été prouvé que cet Administrateur ou fondé de pouvoirs n'a pas commis de faute délibérée, mauvaise foi, négligence ou inattention fautive des devoirs liés à la conduite de sa fonction:

- 1) par un tribunal ou tout autre organisme approuvant la transaction; ou
- 2) par le vote des deux tiers (2/3) des membres du Conseil d'Administration constituant au moins la majorité de ce conseil qui ne sont pas eux-mêmes impliqués dans la réclamation, l'action, le procès ou la procédure; ou
- 3) par un avis écrit d'un conseil indépendant.

Le droit à indemnisation prévu ici peut faire l'objet d'une assurance au moyen de polices d'assurance prises en charge par la Société, est divisible, n'affecte pas tous les autres droits dont dispose un Administrateur ou fondé de pouvoirs actuellement ou par la suite, sera transféré à l'égard de toute personne qui a cessé d'être Administrateur ou fondé de pouvoirs et sera transféré au bénéfice des héritiers, exécuteurs et Administrateurs de cette personne. Cette disposition n'affecte d'aucune manière les droits à indemnisation dont dispose le personnel de la Société autre que les Administrateurs et fondés de pouvoir au terme d'un contrat ou de toute autre disposition légale.

Les dépenses liées à la préparation et la présentation d'une défense à l'encontre de toute réclamation, action, procès ou procédure ayant le caractère décrit à cet Article peuvent être avancées par la Société, avant qu'il ne soit statué définitivement à leur sujet sur réception d'un engagement pour ou pour le compte du fondé de pouvoirs ou de l'Administrateur de rembourser ce montant s'il s'avère finalement qu'il n'a pas droit à une indemnisation au titre de cet Article.

**Art. 19. Engagement de la Société.** La Société sera engagée par les signatures conjointes de deux Administrateurs ou par la signature isolée ou les signatures conjointes de tout Administrateur ou fondé de pouvoirs auxquels des pouvoirs auront été spécialement délégués par le Conseil d'Administration.

**Art. 20. Réviseur d'Entreprises.** La Société nommera un réviseur d'entreprises agréé qui exécutera les obligations prévues par la Loi de 2007. Le réviseur d'entreprises agréé sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires et restera en fonction jusqu'à ce que son successeur ait été élu.

**Art. 21. Rachat et Conversion des Actions.** Selon les modalités plus amplement détaillées ci-après, la Société a à tout moment le pouvoir de racheter ses propres Actions dans les seules limites imposées par la loi.

Tout actionnaire est en droit de demander le rachat de tout ou partie de ses Actions par la Société, étant entendu:

(i) qu'en cas de demande de rachat d'une partie de ses Actions, si le fait d'accéder à cette demande devait résulter en la détention d'Actions dans un Sous-Fonds d'une Valeur Nette d'Inventaire totale inférieure à un montant ou d'un nombre d'Actions tel que déterminé par le Conseil d'Administration et indiqué dans le Prospectus de temps en temps, la Société pourra racheter toutes les Actions restantes détenues par cet actionnaire; et

(ii) la Société peut limiter le nombre total d'Actions d'un Sous-Fonds qui peuvent être rachetées lors d'un Jour d'Évaluation à un nombre représentant un pourcentage (tel qu'indiqué dans le Prospectus) des avoirs nets d'un même Sous-Fonds ou un pourcentage (tel qu'indiqué dans le Prospectus) des avoirs nets des Classes liées à une même masse d'avoirs de la Société.

Au cas où le rachat a été reporté, les Actions en question seront rachetées au prix par Action basé sur la Valeur Nette d'Inventaire par Action valable à la date à laquelle le rachat est effectué.

Le prix de rachat sera payé, normalement endéans un délai déterminé par le Conseil d'Administration et indiqué dans le Prospectus, après réception de la demande de rachat par la Société, et sera basé sur le prix par Action du Sous-Fonds en question, tel que celui-ci sera déterminé selon les dispositions de l'Article 23 des présentes sous déduction d'une commission de rachat. Si en des cas exceptionnels la liquidité d'un portefeuille d'avoirs détenu en rapport avec les Actions à racheter est insuffisante pour permettre le paiement endéans cette période, ce paiement sera fait aussi rapidement que raisonnablement possible par la suite, mais sans intérêts.

Toute demande de rachat doit être présentée ou confirmée par écrit par l'actionnaire au siège social de la Société à Luxembourg, ou auprès de toute autre personne ou entité juridique désignée par la Société comme agent pour le rachat des Actions. Le ou les certificats d'Actions en bonne et due forme accompagnés d'une preuve suffisante de leur transfert doivent être reçus par la Société ou son agent désigné à cet effet avant que le prix de rachat ne puisse être payé.

La Société a le droit, si le Conseil d'Administration en décide ainsi, d'effectuer le remboursement du prix de rachat à un actionnaire demandant le rachat de n'importe quelles de ses Actions (sous réserve que l'approbation par les actionnaires sera requise) en l'espèce par un paiement en nature au moyen d'une attribution à l'actionnaire d'investissements du portefeuille du Sous-Fonds concerné dont la contre-valeur (décrite à l'Article 23) correspond à celle des Actions à racheter. La nature et le type d'avoirs à transférer dans ce cas seront déterminés sur une base raisonnable et juste et sans préjudicier les intérêts des autres détenteurs d'Actions du Sous-Fonds concerné et l'évaluation utilisée devra être confirmée par un rapport spécial d'un expert indépendant.

Les Actions représentatives du capital social de la Société rachetées par la Société seront annulées.

A moins qu'il n'en soit autrement décidé par le Conseil d'Administration et indiqué dans le Prospectus, tout actionnaire peut demander l'échange de tout ou partie de ses Actions d'une Classe d'un Sous-Fonds en Actions d'une Classe d'un autre Sous-Fonds ou d'une autre Classe du même Sous-Fonds conformément à une formule d'échange telle que fixée de temps à autre par le Conseil d'Administration en figurant dans le Prospectus, étant entendu que le Conseil d'Administration peut imposer des restrictions concernant, entre autres, la fréquence des échanges et peut soumettre l'échange au paiement de frais dont il déterminera le montant et qu'il mentionnera dans le Prospectus.

**Art. 22. Evaluation et Suspension des Evaluations.** Pour le besoin de la détermination des prix d'émission, de rachat et de conversion, la valeur d'actif net des Actions de la Société sera déterminée périodiquement, mais en aucun cas moins de deux fois par mois, comme le Conseil d'Administration le déterminera et l'indiquera dans le Prospectus (le jour de la détermination de la valeur des avoirs nets est désigné dans les présents Statuts comme «Jour d'Evaluation»).

Le Conseil d'Administration a le pouvoir temporairement de suspendre le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire, ce qui conduira automatiquement à la suspension des souscriptions, rachats et conversions pour les actionnaires du ou des Sous-Fonds ou Classe(s) suspendu(s), dans tous les cas suivants:

(a) lorsqu'une ou plusieurs bourses de valeurs ou marchés, qui fournissent la base d'évaluation d'une partie substantielle des avoirs de la Société, sont fermés, pour des raisons autres que pour des congés ou lors de tels congés, ou si les transactions y sont réduites ou suspendues;

(b) lorsque, à la suite d'événements politiques, économiques, militaires, terroristes ou monétaires ou toutes circonstances indépendantes du contrôle, de la responsabilité et du pouvoir de la Société, la mise à disposition des avoirs de la Société n'est pas raisonnablement praticable sans être sérieusement au détriment des intérêts des actionnaires ou si, de l'avis du Conseil d'Administration, un juste prix ne peut être calculé pour les avoirs de la Société;

(c) en cas de mise hors service des moyens de communication, qui sont normalement employés pour évaluer une partie significative des actifs de la Société ou si, pour toute raison, la valeur de tout actif de la Société ne peut être déterminé aussi rapidement et précisément que requis;

(d) si, à la suite de restrictions d'échanges ou autres restrictions affectant le transfert de fonds, les transactions au nom et pour le compte de la Société sont rendues impraticables ou si les achats, ventes, dépôts et retenues de tous actifs ne peuvent être effectués à un taux de change normal;

(e) si une décision requérant la liquidation, dissolution ou fusion de la Société a été proposée; ou

(f) toutes autres circonstances indépendantes du contrôle du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration se réserve le droit de retenir le paiement de personnes dont les Actions ont été rachetées avant une telle suspension jusqu'après la levée de cette suspension. Un tel droit sera exercé dans des circonstances où le Conseil d'Administration estime que réaliser un tel paiement durant la période de suspension affecterait matériellement et défavorablement les intérêts des actionnaires existants. Une notice indiquant le début et la fin de toute période de suspension sera envoyée aux actionnaires ou publiée dans un journal si le Conseil d'Administration considère que cela est approprié, si, de l'avis du Conseil d'Administration, cette période excédera sept jours ouvrables. Le Conseil d'Administration prendra toutes les mesures raisonnables afin de lever toute période de suspension aussi vite que possible. Si la demande n'est pas retirée, le rachat sera traité lors du premier Jour d'Evaluation qui suit la fin de la période de suspension.

De plus, le Conseil d'Administration a le droit de reporter tout Jour d'Evaluation jusqu'à un jour ouvrable sans devoir en donner notice aux actionnaires lorsque, de l'avis du Conseil d'Administration, une proportion significative (qui représentera 5 pour cent ou plus) des avoirs de la Société ne peut être évaluée sur une base équitable et que le Conseil d'Administration s'attend à surmonter une telle difficulté pendant cette période.

**Art. 23. Détermination de la Valeur Nette d'Inventaire.** La valeur nette d'inventaire (la «Valeur Nette d'Inventaire») par Action sera déterminée en divisant les avoirs nets de la Société, constitués par la valeur des avoirs de la Société correspondant au Sous-Fonds en question, moins les passifs attribuables à ce Sous-Fonds, par le nombre d'Actions en circulation du Sous-Fonds correspondant ajustée de manière à refléter tous frais de transaction, droits de dilution ou charges fiscales que le Conseil d'Administration estime opportun de prendre en compte au regard du Sous-Fonds concerné et en arrondissant la somme obtenue comme cela est prévu dans les documents de vente de la Société.

La Valeur Nette d'Inventaire par Action d'un Sous-Fonds est exprimée dans une devise sélectionnée par le Conseil d'Administration pour chaque Sous-Fonds.

La Valeur Nette d'Inventaire de la Société est exprimée en dollars des Etats-Unis.

A. Les avoirs de la Société comprendront:

- (i) toutes les espèces en caisse ou en dépôt y compris les intérêts échus;
- (ii) tous les effets et billets payables à vue et les comptes exigibles, (y compris les résultats de la vente de titres dont le prix n'a pas encore été touché);
- (iii) tous les titres, billets à vue, parts, actions, obligations, parts/actions dans des organismes de placement collectif, droits de souscription, warrants, options et autres investissements et titres détenus ou contractés par la Société;
- (iv) tous les dividendes et distributions à recevoir par la Société en espèces ou en titres (la Société pourra toutefois faire des ajustements en considération des fluctuations de la valeur marchande des valeurs occasionnées par des pratiques telles que la négociation ex-dividende ou ex-droits);
- (v) tous les intérêts échus produits par les titres qui sont la propriété de la Société, sauf toutefois si ces intérêts sont compris dans le principal de ces valeurs;
- (vi) les frais de constitution de la Société dans la mesure où ils n'ont pas été amortis, et
- (vii) tous les autres avoirs de quelque nature qu'ils soient y compris les dépenses payées d'avance.

En calculant la valeur des avoirs de la Société:

- (a) les valeurs négociées sur une bourse devront généralement être évalués au dernier prix de clôture de cette bourse ou, si il n'est pas disponible, à la moyenne entre les cours acheteur cotés en bourse et les prix demandés;
- (b) les valeurs non cotées seront évaluées au dernier cours acheteur (bid price) disponible pour les positions longues ou prix de souscription (offer price) disponible pour les positions courtes, lorsque des cotes fournies par des courtiers sont disponibles; lorsque des cotes fournies par des courtiers ne sont pas disponibles, les valeurs non cotées seront évaluées initialement au prix coûtant, et ensuite diminuées ou augmentées de valeur (selon le cas) de la manière déterminée par le Conseil d'Administration en vue de refléter la juste valeur de celles-ci;
- (c) la valeur des contrats à terme, des marchés de futures, contrat d'options et tous autres instruments synthétiques détenus par la Société et négociés sur une bourse seront évalués au dernier prix de clôture et, lorsque de tels instruments sont négociés de gré à gré, ils seront évalués de la manière déterminée par le Conseil d'Administration en vue de refléter la juste valeur de ceux-ci;
- (d) la valeur des espèces en caisse ou en dépôt et comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance et des dividendes venus à échéance non encore touchés, sera constituée par la valeur nominale de ces avoirs, sauf s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être touchée; dans quel cas, la valeur sera déterminée en retranchant un certain montant qui semblera adéquat au Conseil d'Administration en vue de refléter la juste valeur de ces avoirs;
- (e) la valeur de toute part, action ou autre intérêt (chacun un «Intérêt») dans d'autres fonds d'investissement sera censé être la valeur nette d'inventaire de l'Intérêt en question telle que confirmée par l'administrateur du fonds sous-jacent en question. Si un tel chiffre n'est pas disponible de la part de l'administrateur du fonds sous-jacent en question, la valeur nette d'inventaire estimée de l'Intérêt en question telle que déterminée par le gestionnaire du fonds d'investissement sous-jacent en question sera utilisée. Si une telle estimation n'est pas disponible, le Conseil d'Administration pourra permettre l'utilisation d'autres méthodes d'évaluation s'il considère que, dans les circonstances, de telles autres méthodes d'évaluation devraient être adoptées pour refléter plus équitablement la valeur de cet Intérêt; et
- (f) seront déduites, tous les engagements de la Société et les provisions ainsi que les cas imprévus (y incluses les taxes) que le Conseil d'Administration considère appropriés et les coûts et dépenses accrus payables par la Société.

En calculant la Valeur Nette d'Inventaire, les avoirs seront évalués à leur derniers prix de clôture tel que déterminés ci-dessus dans (a) à (f), sauf dans le cas d'un rachat obligatoire d'Actions lorsque la Valeur Nette d'Inventaire de telles Actions rachetées peut être calculée en utilisant le dernier cours acheteur (bid price) disponible pour les positions longues ou, selon le cas, prix de souscription (offer price) disponible pour les positions courtes, moins toutes charges fiscales, frais et dépenses découlant d'un tel rachat. Si le dernier cours acheteur (bid price) ou prix de souscription (offer price) n'est pas disponible pour un titre particulier, ce titre sera alors évalué de la manière déterminée par le Conseil d'Administration afin de refléter la juste valeur de celui-ci.

Nonobstant ce qui précède, le Conseil d'Administration peut suivre d'autres méthodes prudentes d'évaluation s'il considère que dans les circonstances de telles autres méthodes devraient être adoptées pour refléter plus justement la valeur de tout investissement. Le Conseil d'Administration peut exercer un jugement souverain dans la détermination de la valeur à attribuer aux avoirs et aux engagements de la Société et, à condition qu'il agisse de bonne foi dans l'intérêt de la Société, une telle évaluation ne pourra pas être contestée par les actionnaires, actuels ou précédents, de la Société.

B. Les engagements de la Société comprennent:

- (i) tous les emprunts, effets échus et comptes exigibles,
- (ii) Tous les frais administratifs, échus ou redus (y compris, et sans limitation, la commission du conseiller en investissement, la commission de performance ou la commission de gestion, la commission du dépositaire et la commission des agents de la Société);
- (iii) toutes les obligations connues échues ou non échues, y compris toutes obligations contractuelles venues à échéance qui ont pour objet des paiements soit en espèces soit en biens, y compris le montant des dividendes annoncés par la Société mais non encore payés lorsque le Jour d'Evaluation coïncide avec, ou est postérieur à la date à laquelle se fera la détermination des personnes qui y ont, ou auront droit;

(iv) d'une provision appropriée pour impôts sur le capital et sur le revenu, couru jusqu'au Jour d'Evaluation et fixée par le Conseil d'Administration et d'autres provisions autorisées ou approuvées par le Conseil d'Administration couvrant, entre autres, les dépenses de liquidation;

(v) toutes autres obligations de la Société de quelque sorte et nature que ce soit à l'exception des engagements représentés par les Actions de la Société. Pour la détermination du montant de ces engagements, la Société prendra en compte toutes les dépenses payables par elle, ce qui comprend les frais de constitution, la rémunération et les dépenses de ses Administrateurs et agents, y compris leurs frais d'assurance, les commissions payables à ses conseillers en investissement ou gestionnaires d'investissement, les frais et dépenses payables à ses fournisseurs de services et agents, comptables, au dépositaire et ses correspondants, au domiciliataire, agents de registre et de transfert, agent payeur et représentants permanents au lieu d'enregistrement, tout autre agent employé par la Société, les frais et dépenses encourus par la Société en rapport avec la cotation des parts de la Société sur une bourse de valeurs ou sur un autre marché réglementé, les frais pour les conseillers juridiques et fiscaux à Luxembourg et à l'étranger, les frais pour les services d'audit, d'imprimerie, de présentation de rapports et publications, y compris le coût de la préparation, de la traduction, de la distribution et de l'impression des prospectus, des avis, des agences de notation, des mémoires explicatifs, des déclarations d'enregistrement ou des rapports intérimaires et annuels, les impôts et les charges gouvernementales, les frais d'administration pour le compte des actionnaires et les dépenses de distribution payables aux distributeurs de parts de la Société, les coûts de conversion monétaire et toutes les dépenses opérationnelles, y compris le coût de l'achat et de la vente des avoirs, intérêts, frais bancaires et de courtage, frais postaux, de téléphone et télex. Pour l'évaluation du montant de ces engagements, la Société pourra tenir compte des dépenses administratives et autres, qui ont un caractère régulier ou périodique, par une estimation pour l'année ou toute autre période en répartissant le montant au prorata des fractions de cette période.

En diversifiant ses politiques en rapport à chaque Sous-Fonds, le Conseil d'Administration peut autoriser l'utilisation de règles d'évaluation différentes si cela s'avère approprié au regard des investissements effectués, à condition qu'un seul ensemble de règles s'appliquent à l'évaluation de tous les avoirs alloués à un Sous-Fonds spécifique.

La proportion des avoirs nets allouables à un Sous-Fonds sera déterminé sur base de l'émission et du rachat des Actions concernées, du changement dans la valeur des avoirs détenus pour le compte du Sous-Fonds et des obligations qui lui sont allouables, ainsi qu'en prenant en considération les distributions faites aux détenteurs des Actions concernées.

A cette fin, les Actions du Sous-Fonds en question qui devront être rachetées au Jour d'Evaluation en question seront incluses dans les Actions émises du Sous-Fonds en question tandis que les Actions de chaque Sous-Fonds à émettre le Jour d'Evaluation en question seront exclues des Actions émises du Sous-Fonds en question.

C. Le Conseil d'Administration établira pour chaque Sous-Fonds et, le cas échéant, pour chaque Classe une masse d'avoirs de la manière suivante:

(a) les produits résultant de l'attribution et de l'émission des Actions d'une Classe ou d'un Sous-Fonds spécifique et les actifs, engagements, revenus et frais relatifs à cette Classe ou ce Sous-Fonds seront affectés ou chargés au portefeuille établi pour cette Classe ou ce Sous-Fonds conformément aux dispositions des présents Statuts;

(b) si un avoir découle d'un autre avoir (en espèces ou autrement), un tel avoir dérivé sera attribué au portefeuille duquel l'avoir en question était dérivé et à chaque réévaluation d'un investissement, l'augmentation ou la diminution de valeur de celui-ci (ou de la portion correspondante d'une telle augmentation ou diminution de valeur) sera attribuée au, ou diminuée du, portefeuille concerné;

(c) dans le cas d'un avoir (ou d'un montant traité comme un notionnel) que le Conseil d'Administration ne considère pas comme étant attribuable à un ou des portefeuilles spécifiques, le Conseil d'Administration pourra de manière discrétionnaire déterminer la base sur laquelle un tel avoir sera alloué entre les portefeuilles et le Conseil d'Administration aura le pouvoir, à tout moment et de temps en temps, de modifier une telle allocation;

(d) lorsque des avoirs non attribuables à un portefeuille donne droit à des profits ou pertes nets, le Conseil d'Administration peut allouer les avoirs représentant de tels profits ou pertes nets à des portefeuilles comme cela lui semble approprié;

(e) l'obligation de payer un dividende sur une Classe sera alloué au portefeuille correspondant et le Conseil d'Administration allouera tout autre obligation au portefeuille ou portefeuilles auxquels, de l'avis du Conseil d'Administration, il se rapporte ou si, de l'avis du Conseil d'Administration, il ne se rapporte à aucun portefeuille ou portefeuilles spécifiques, entre les portefeuilles à la discrétion du Conseil d'Administration d'une manière qu'il considère juste et raisonnable dans toutes les circonstances et le Conseil d'Administration aura le pouvoir à tout moment et de temps en temps de modifier une telle base. Une telle allocation se fera généralement au pro rata de la Valeur Nette d'Inventaire des portefeuilles en question;

(f) dans toutes procédures conduites par un détenteur d'Actions d'une Classe ou d'un Sous-Fonds particulier en rapport avec les droits d'un tel détenteur en tant que détenteur de telles Actions, toute obligation de la Société envers un tel actionnaire en rapport avec une telle procédure sera seulement réglée sur les avoirs du portefeuille correspondant à de telles Actions, sans recours en rapport avec une telle obligation ou toute allocation d'une telle obligation à toute autre Classe ou tout autre Sous-Fonds;

(g) le Conseil d'Administration peut débiter ou créditer des portefeuilles d'avoirs (ou des montants traité comme des avoirs notionnels) si, à la suite d'une déclaration de créance ou d'une procédure contentieuse à l'encontre de certains

des avoirs de la Société ou autrement, une obligation doit être supportée d'une manière différente de celle prévue au paragraphe (e) ci-dessus, ou dans toute circonstance semblable;

(h) sauf s'il en est prévu autrement dans les Statuts, les avoirs alloués à un portefeuille seront appliqués seulement en rapport avec les Actions de la Classe ou du Sous-Fonds auquel ce portefeuille se rapporte et aucun détenteur d'Actions de ce Sous-Fonds ou Classe n'aura droit à un avoir alloué à un autre portefeuille.

La Société est créée avec des sous-fonds multiples tel que prévu par l'article 71 de la Loi de 2007. Les avoirs d'un Sous-Fonds spécifique sont exclusivement disponibles pour satisfaire les droits des créanciers dont les créances sont nées en rapport avec la création, le fonctionnement ou la liquidation de ce Sous-Fonds.

D. Chaque masse d'avoirs et engagements consistera en un portefeuille de valeurs et autres avoirs dans lesquels la Société est autorisée à investir, et l'aptitude de chaque classe d'actions émise par la Société à être gérée sur une base commune changera en accord avec les règles établies ci-dessous.

En outre, il peut être détenu dans chaque masse d'avoirs, pour le compte d'une classe d'actions spécifique ou de plusieurs classes d'actions spécifiques, des avoirs spécifiques à une classe et détenus séparément du portefeuille qui est commun à toutes les classes d'actions liées à cette base commune et, des dettes spécifiques peuvent être supportées pour le compte de telles classes d'actions.

La proportion du portefeuille, commun à chacune des classes d'actions gérées sur une base commune, qui doit être allouée à chacune des classes d'actions, doit être déterminée en prenant en compte des émissions, rachats, distributions, ainsi que les paiements de dépenses ou contributions financières, ou réalisation de produits dérivés d'avoirs spécifiques d'une classe, et pour laquelle les règles d'évaluation établies ci-dessous doivent être appliquées mutatis mutandis.

Le pourcentage de la Valeur Nette d'Inventaire du portefeuille commun de toute masse d'avoirs et qui doit être allouée à chaque classe d'actions, doit être déterminé comme suit:

1) Initialement, le pourcentage des avoirs nets du portefeuille commun qui doit être alloué à chaque classe d'actions doit être proportionnel au nombre respectif d'actions dans chaque classe au moment de la première émission des actions d'une nouvelle classe.

2) Le prix d'émission reçu lors d'une émission d'actions d'une classe spécifique doit être alloué au portefeuille commun et résulter en une augmentation de la proportion du portefeuille commun attribuable à la classe d'actions correspondante;

3) Si, pour une classe d'actions, la Société acquiert des avoirs spécifiques ou paie des dépenses spécifiques (y compris toute fraction de dépense supérieure aux dépenses payables par les autres classes d'actions) ou effectue des dispositions spécifiques, ou paie un prix de rachat pour des actions d'une classe spécifique, la proportion du portefeuille commun attribuable à une telle classe doit être réduite par les coûts d'acquisition de tels avoirs pour cette classe spécifique, les dépenses spécifiques payées pour le compte de cette classe, les distributions effectuées sur les actions de cette classe, ou le prix de rachat payé contre le rachat des actions de cette classe;

4) La valeur des avoirs spécifiques d'une classe et le montant des dettes spécifiques d'une classe sont attribués uniquement à la classe ou les classes d'actions auxquelles de tels avoirs ou de telles dettes sont liés et cela doit augmenter ou réduire la Valeur Nette d'Inventaire par action de cette classe ou de ces classes spécifiques.

E. Pour les besoins de cet Article:

a) les actions pour lesquelles des souscriptions ont été acceptées mais pour lesquelles le paiement n'a pas encore été reçu seront considérées comme existant à partir du moment de la clôture des bureaux au Jour d'Évaluation auquel ils ont été attribués et le prix, jusqu'à ce qu'il ait été reçu par la Société, sera considéré comme une créance de la Société;

b) chaque Action de la Société qui sera en voie d'être rachetée suivant l'Article 21 ci-avant, sera considérée comme émise et existante jusqu'après la clôture du Jour d'Évaluation prémentionné et sera, à partir de ce jour et jusqu'à ce que le prix en soit payé, considérée comme engagement de la Société;

c) tous investissements, soldes en espèces ou autres avoirs de la Société qui ne sont pas exprimés dans la monnaie dans laquelle est exprimée la valeur d'actif net du Sous-Fonds en question, seront évalués après qu'il aura été tenu compte des taux d'échange en vigueur au jour et à l'heure de la détermination de la valeur des Actions et

d) dans la mesure du possible, effet sera donné au Jour d'Évaluation à tout achat ou vente de valeurs contractées par la Société.

Sur décision du Conseil d'Administration, la Valeur Nette d'Inventaire des Actions de chaque Sous-Fonds pourra être convertie au taux moyen du marché dans toutes devises autres que la devise de dénomination du Sous-Fonds en question mentionné ci-dessus, auquel cas les prix d'émission et de rachat par Action d'un tel Sous-Fonds pourront également être fixés dans cette devise sur la base du résultat d'une telle conversion.

#### **Art. 24. Co-Gestion.**

1. Le Conseil d'Administration peut investir et gérer tout ou partie des masses d'avoirs établies pour deux ou plusieurs Sous-Fonds (ci-après désignées comme «Fonds Participants») sur une base commune lorsque ceci est approprié eu égard aux secteurs d'investissement respectifs. Une telle masse d'actifs élargie («masse d'actifs élargie») sera d'abord créée par transfert de liquidités ou (sauf limitation tel que décrit ci-dessous) d'autres actifs de chaque Fonds Participant. Postérieurement, le Conseil d'Administration peut de temps en temps faire d'autres transferts à la masse d'actifs élargie. Ils peuvent également transférer les avoirs d'une masse d'actifs à un Fonds Participant, jusqu'à hauteur de la participation du Fonds

Participant concerné. Les avoirs autres que les liquidités peuvent être attribués à une masse d'actifs seulement lorsqu'ils sont adaptés au secteur d'investissement de la masse d'actifs concernée.

2. La participation d'un Fonds Participants dans une masse d'actifs élargie sera mesurée par référence à des unités («unités») de valeur égale dans la masse d'actifs élargie. Lors de la formation d'une masse d'actifs élargie, les Administrateurs détermineront la valeur initiale d'une unité qui sera exprimée dans une monnaie considérée comme appropriée par les Administrateurs, et il sera attribué à chaque Fonds Participants des unités d'une valeur totale égale au montant en espèce (ou valeurs d'autres avoirs) contribué. Des fractions d'unités, (calculés jusqu'à la troisième décimale) peuvent être allouées si nécessaire. Par après la valeur de chaque unité sera déterminée en divisant la Valeur Nette d'Inventaire d'une masse d'actifs élargie (calculée tel que décrit ci-après) par le nombre d'unités existantes.

3. Si des espèces ou avoirs additionnels sont contribués ou retirés d'une masse d'actifs élargie, le nombre d'unités allouées au Fonds Participants concerné sera augmenté ou diminué (selon le cas) par le nombre d'unités déterminé en divisant le montant en espèce ou la valeur des avoirs contribués ou retirés par la valeur actuelle d'une unité. Si une contribution est faite en espèces, elle peut être considérée pour les besoins du présent calcul, comme étant réduite par un montant que les Administrateurs considèrent nécessaires pour refléter les charges fiscales, frais de négociation et d'achat qui peuvent être encourus par l'investissement des espèces concernés; au cas d'un retrait d'espèces une ajoutée correspondante pourra être faite pour refléter les frais qui seraient encourus lors de la réalisation des valeurs ou autres avoirs de la masse d'actifs élargie.

4. La valeur des avoirs contribués à, ou retirés de, ou faisant partie d'une masse d'actifs élargie à un certain moment ainsi que la Valeur Nette d'Inventaire de la masse d'actifs élargie sera déterminée conformément aux dispositions de l'Article 23 (mutatis mutandis) étant entendu que la valeur des avoirs mentionnés ci-avant sera déterminée au jour d'une telle contribution ou retrait.

5. Les dividendes, intérêts et autres distributions ayant la nature de revenus reçus relativement aux actifs d'une masse seront immédiatement crédités aux Fonds Participants, proportionnellement à leurs droits respectifs vis-à-vis des actifs dans la masse d'actifs ou moment de la réception.

**Art. 25. Emission d'Actions.** Chaque fois que des Actions de la Société seront offertes à la souscription par elle, le prix par Action auquel de telles Actions seront offertes et vendues sera basé sur le prix par Action de la Classe en question du Sous-Fonds en question plus un droit d'entrée qui n'excédera pas 5% de la Valeur Nette d'Inventaire par Action. Le prix ainsi déterminé devra être payé endéans un délai déterminé par le Conseil d'Administration et indiqué dans le Prospectus. Le prix par action (non compris la commission de vente) peut, sur approbation du Conseil d'Administration et en observant toutes lois applicables, notamment au regard du rapport d'un réviseur confirmant la valeur de tout apport en nature, être payé par apport à la Société accepté par le Conseil d'Administration et qui est conforme à la politique d'investissement et aux restrictions d'investissements de la Société.

**Art. 26. Distribution.** Le Conseil d'Administration peut autoriser toute société ou autre personne désignée pour la distribution des Actions de la Société d'appliquer à tout acheteur une commission de vente d'un montant tel qu'indiqué dans le Prospectus.

**Art. 27. Exercice Social.** L'exercice social de la Société commencera le premier juillet de chaque année et se terminera le 30 juin de l'année suivante. Les comptes de la Société seront exprimés en dollars des Etats-Unis ou dans une autre devise qui sera choisie par le Conseil d'Administration. Au cas où il existe différents Sous-Fonds conformément à l'Article 5 des présents Statuts, et si les comptes de ces différents Sous-Fonds sont exprimés dans des devises différentes, ces comptes seront convertis en dollars des Etats-Unis et additionnés pour les besoins de la détermination des comptes de la Société.

**Art. 28. Banque Dépositaire.** La Société conclura un contrat de dépôt avec une banque qui doit satisfaire aux exigences de la Loi de 2007 (le «Dépositaire») et qui assumera vis-à-vis de la Société et de ses actionnaires les responsabilités prévues par la loi.

Au cas où le Dépositaire souhaiterait démissionner, le Conseil d'Administration utilisera tous ses efforts pour trouver dans les deux mois une société pour agir comme dépositaire et le Conseil d'Administration désignera ainsi cette société comme Dépositaire à la place du Dépositaire démissionnaire. Le Conseil d'Administration pourra mettre fin aux fonctions du Dépositaire mais ne pourront pas révoquer le Dépositaire à moins que et jusqu'à ce qu'un successeur aura été désigné à titre de Dépositaire conformément à cette disposition et agira à sa place.

**Art. 29. Dissolution de la Société ou d'un Sous-Fonds et Fusions.** En cas de dissolution de la Société il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Le produit net de liquidation correspondant à chaque Classe de chaque Sous-Fonds sera distribué par les liquidateurs aux détenteurs d'Actions de chaque Classe de chaque Sous-Fonds en proportion du nombre d'Actions qu'ils détiennent dans cette Classe. Tous les fonds auxquels les actionnaires ont droit lors de la dissolution de la Société et qui ne sont pas réclamés par ceux qui y ont droit avant la clôture de la procédure de liquidation, seront déposés au nom et pour compte des personnes qui y ont droit à la Caisse de Consignation à Luxembourg en accord avec la Loi de 2007.

Un Sous-Fonds ou une Classe peuvent être fermés par décision du Conseil d'Administration de la Société lorsque la Valeur Nette d'Inventaire d'un Sous-Fonds ou d'une Classe est inférieure à un montant tel que déterminé par le Conseil d'Administration et indiqué dans le Prospectus de temps à autre ou en cas de survenance d'événements spéciaux en dehors de son contrôle tels que des situations d'urgence d'ordre politique, économique ou militaire ou si le Conseil d'Administration devait conclure que le Sous-Fonds ou la Classe devraient être fermés, à la lumière des conditions prévalant sur les marchés ou d'autres conditions, incluant des conditions qui peuvent affecter négativement la possibilité pour un Sous-Fonds ou une Classe d'agir de manière économiquement efficiente et en considération du meilleur intérêt des actionnaires. Dans un tel cas, les avoirs du Sous-Fonds ou de la Classe seront réalisés, les dettes payées et le produit net de réalisation distribué aux actionnaires proportionnellement à leur détention d'Actions dans le Sous-Fonds ou la Classe et de toute autre preuve de paiement telle que les Administrateurs pourront raisonnablement exiger. Cette décision sera notifiée aux actionnaires tel qu'exigé. Aucune Action ne sera rachetée après la date à laquelle la décision de liquider le Sous-Fonds ou la Classe a été prise. Les avoirs qui n'ont pu être distribués aux actionnaires à la clôture de la liquidation du Sous-Fonds ou de la Classe seront déposés auprès du dépositaire de la Société pour une période de six mois à compter de la clôture de la liquidation. Passé ce délai, les avoirs seront déposés auprès de la Caisse de Consignation pour le compte de leurs bénéficiaires.

Un Sous-Fonds ou une Classe peut fusionner avec un ou plusieurs autres Sous-Fonds ou une ou plusieurs autres Classes sur décision du Conseil d'Administration si la Valeur Nette d'Inventaire d'un Sous-Fonds ou d'une Classe est inférieure à un montant tel que déterminé par le Conseil d'Administration et prévu dans le Prospectus de temps à autre ou en cas de survenance d'événements spéciaux en dehors de son contrôle tels que des situations d'urgence d'ordre politique, économique ou militaire ou si le Conseil d'Administration devait conclure qu'il y a lieu à fusion, à la lumière des conditions prévalant sur les marchés ou d'autres conditions, incluant des conditions qui peuvent affecter négativement la possibilité pour un Sous-Fonds ou une Classe d'agir de manière économiquement efficiente et en considération du meilleur intérêt des actionnaires. Cette décision sera notifiée aux actionnaires tel qu'exigé. Chaque actionnaire du Sous-Fonds ou de la Classe concerné(e) aura la possibilité, dans un délai déterminé par le Conseil d'Administration (mais n'étant pas inférieure à un mois) et spécifié dans ladite notice, de demander sans frais le rachat de ses Actions ou l'échange de ses Actions contre des Actions de tout autre Sous-Fonds ou Classe non concerné(e) par la fusion. Toute commission différée de vente («contingent deferred sales charges») éventuellement applicable ne sera pas considérée comme frais de rachat et sera dès lors due.

Un Sous-Fonds peut être apporté à un autre fonds d'investissement luxembourgeois par décision du Conseil d'Administration en cas de survenance d'événements spéciaux en dehors de son contrôle tels que des situations d'urgence d'ordre politique, économique ou militaire ou si le Conseil d'Administration devait conclure qu'il y a lieu à apport à un autre fonds, à la lumière des conditions prévalant sur les marchés ou d'autres conditions, incluant des conditions qui peuvent affecter négativement la possibilité pour un Sous-Fonds d'agir de manière économiquement efficiente et en considération du meilleur intérêt des actionnaires. Cette décision sera notifiée aux actionnaires tel qu'exigé. Chaque actionnaire du Sous-Fonds concerné aura la possibilité, dans un délai déterminé par le Conseil d'Administration, mais n'étant pas inférieure à un mois, et spécifié dans ladite notice, de demander sans frais le rachat de ses actions. Toute commission différée de vente («contingent deferred sales charges») éventuellement applicable ne sera pas considérée comme frais de rachat et sera dès lors due. A la clôture d'une telle période, l'apport liera les actionnaires qui n'ont pas requis le rachat. Dans le cas d'un apport à un fonds commun de placement, cependant, l'apport liera uniquement les actionnaires qui ont expressément accepté l'apport. Lorsqu'un Sous-Fonds est apporté à un autre fonds d'investissement, l'évaluation des avoirs du Sous-Fonds sera vérifié par un réviseur qui émettra un rapport écrit au moment de l'apport. Un Sous-Fonds peut être apporté à un fonds d'investissement non luxembourgeois seulement lorsque les actionnaires de ce Sous-Fonds ont approuvé à l'unanimité l'apport ou à la condition que seuls les actionnaires ayant approuvé un tel apport soient effectivement transférés dans ce fonds étranger.

Si le Conseil d'Administration détermine qu'il est dans l'intérêt des actionnaires du Sous-Fonds ou de la Classe en question ou si un changement dans la situation économique ou politique concernant le Sous-Fonds ou la Classe en question est survenu qui le justifierait, la réorganisation d'un Sous-Fonds ou d'une Classe, par le biais d'une scission en deux ou plusieurs Sous-Fonds ou Classes, peut avoir lieu. La décision sera notifiée aux actionnaires tel qu'exigé. La notice contiendra également des informations concernant les deux plusieurs Sous-Fonds ou Classes. La notification sera effectuée un au moins mois avant la date effective de la réorganisation afin de permettre aux actionnaires de demander sans frais le rachat de leurs Actions avant la date effective de l'opération concernant la division en deux ou plusieurs Sous-Fonds ou Classes. Toute commission différée de vente («contingent deferred sales charges») éventuellement applicable ne sera pas considérée comme frais de rachat et sera dès lors due.

**Art. 30. Modification des Statuts.** Les présents Statuts pourront être modifiés en temps et lieu qu'il appartiendra par une assemblée générale des actionnaires aux conditions de quorum et de majorité fixés par la loi luxembourgeoise.

Toute modification affectant les droits des actionnaires d'une Classe ou d'un Sous-Fonds par rapport à ceux d'une autre Classe ou d'un autre Sous-Fonds sera en outre soumise aux mêmes exigences de quorum et de majorité dans cette Classe ou ce Sous-Fonds.

**Art. 31. Dispositions Générales.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, sont régies par la Loi de 2007 et à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

#### *Dispositions transitoires*

- 1) Le premier exercice social commence à la date de constitution de la Société et finira le 30 juin 2008.
- 2) La première assemblée générale annuelle aura lieu en 2008.

#### *Souscription et Paiement*

Le souscripteur a souscrit le nombre d'Actions de PETROFOND et a libéré en espèces les montants indiqués ci-après: CARROUSEL CAPITAL LIMITED, préqualifiée, 418 Actions, USD 41.800,-

Les Actions ont toutes été libérées à cent pour cent (100 %) par paiement en espèces, de sorte que la somme de quarante et un mille huit cents dollars des Etats-Unis (USD 41.800,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentaire.

#### *Dépenses*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société à la suite de sa constitution s'élèvent à deux mille euros (EUR 2.000,-).

Pour les besoins d'enregistrement le capital est évalué au montant de trente mille neuf cent quatre-vingt-douze euros et quatre-vingt-un cents (30.992,81 EUR).

#### *Constatations*

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

#### *Assemblée générale des actionnaires*

La personne susindiquée, représentant le capital souscrit en entier et se considérant comme régulièrement convoquée, a immédiatement procédé à une assemblée générale extraordinaire.

Après avoir vérifié qu'elle était régulièrement constituée, elle a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Les personnes suivantes ont été nommées Administrateurs jusqu'à la prochaine assemblée annuelle:

- (a) Clive Harris, Director, avec adresse professionnelle à Shamrock Road, Prospect, Grand Cayman, Iles Cayman;
- (b) André Paulin, Director, avec adresse professionnelle au 19, rue de marbeuf, 75008 Paris, France;
- (c) Bruno Sanglé-Ferrière, Director, avec adresse professionnelle à Hammond House, 117 Piccadilly, Londres W1J7JU, Royaume Uni.

#### *Deuxième résolution*

A été nommée Réviseur jusqu'à la prochaine assemblée annuelle:  
DELOITTE S.A., 560, route de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

#### *Troisième résolution*

Le siège social de la Société est fixé au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande du comparant, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise, suivie d'une version française et en cas de divergences le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: A. Nezeritis, M. Schaeffer.

Enregistré à Remich, le 29 mai 2007, REM/2007/1207. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 31 mai 2007.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2007063728/5770/1505.

(070078261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2007.

#### **FT ClimateChange, Fonds Commun de Placement.**

Das mit Wirkung vom 3. Juli 2007 gültige Verwaltungsreglement 7/2007 des Fonds FT ClimateChange wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 19. Juni 2007.

Anell, Reuland.

Référence de publication: 2007063740/2393/12.

Enregistré à Luxembourg, le 19 juin 2007, réf. LSO-CF06671. - Reçu 54 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070077726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2007.

**Likipl Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.

R.C.S. Luxembourg B 72.806.

L'an deux mille sept, le cinq juin.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding LIKIPI HOLDING S.A., avec siège social à L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer, constituée par acte de Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché du Luxembourg) en date du 8 décembre 1999, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 72 du 21 janvier 2000.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 21 décembre 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C du 23 mars 2007 numéro 441.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Sabine Reizer-Wingel, employée privée, demeurant professionnellement à L-1930 Luxembourg, 12, avenue de la Liberté.

Le président désigne comme secrétaire Madame Lydia Schneider, employée privée, demeurant professionnellement à L-1930 Luxembourg, 12, avenue de la Liberté.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Monsieur Salvatore Desiderio, employé privé, demeurant professionnellement à L-1930 Luxembourg, 12, avenue de la Liberté.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

1. Décision de transformer la société anonyme holding en Société de Participations Financières et de supprimer dans les statuts toute référence à la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding;

2. Modification subséquente de l'article 2 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante: «La Société a pour objet la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts. La Société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garanties ou autrement. Elle pourra prêter ou emprunter, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes. La Société peut réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet social. Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts. Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés faisant partie de son groupe tous concours, prêts, avances ou garanties. D'une façon générale, la Société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social.»

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, le mandataire des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents et le mandataire des actionnaires représentés, a été contrôlée et signée par les membres du bureau.

Resteront annexées aux présentes les éventuelles procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que la présente assemblée, réunissant cent pour cent (100%) du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide de transformer la société anonyme holding en Société de Participations Financières et de supprimer dans les statuts toute référence à la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide également de modifier l'article 2 des statuts de la société qui aura la teneur suivante:

« **Art. 2.** La Société a pour objet la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts.

La Société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garanties ou autrement.

Elle pourra prêter ou emprunter, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

La Société peut réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés faisant partie de son groupe tous concours, prêts, avances ou garanties.

D'une façon générale, la Société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social».

Toutes les résolutions qui précèdent ont été prises chacune séparément et à l'unanimité des voix.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président prononce la clôture de l'assemblée.

*Frais*

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de neuf cents euros (€ 900,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. Reizer-Wingel, L. Schneider, S. Desiderio, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 6 juin 2007, Relation: LAC/2007/11614. — Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): F. Sandt.*

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 12 juin 2007.

P. Bettingen.

Référence de publication: 2007063730/202/90.

(070075034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2007.

**Dr. Hoeller Prime Elements, Fonds Commun de Placement.**

*mit den Teilfonds*

*Dr. Hoeller PRIME ELEMENTS - Water*

*Dr. Hoeller PRIME ELEMENTS - Fire*

*Dr. Hoeller PRIME ELEMENTS - Earth*

*Dr. Hoeller PRIME ELEMENTS - Air*

Das Verwaltungsreglement des Umbrella-Fonds Dr. Hoeller PRIME ELEMENTS, in Kraft getreten am 10. Mai 2007 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, im Juni 2007.

IPConcept FUND MANAGEMENT S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2007063743/1239/18.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juin 2007, réf. LSO-CF03076. - Reçu 72 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070073908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2007.

---

**ProLogis European Properties, Fonds Commun de Placement.**

La modification du règlement de gestion prenant effet le 29 mai 2007 concernant le fonds commun de placement a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

The Amendment Agreement to the management regulations effective as of 29 May 2007 has been filed with the Luxembourg trade and companies register.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2007.

ProLogis MANAGEMENT S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007063734/250/16.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juin 2007, réf. LSO-CF03748. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070074704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2007.

---

**International Business Event, Société Anonyme.**

Siège social: L-1233 Luxembourg, 13, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 43.087.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Weber

Notaire

Référence de publication: 2007058555/236/11.

(070060409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2007.

---

**N.D. Associés Financière Immo Europe (F.I.E.) S.C.P.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1941 Luxembourg, 171, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 124.978.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Weber

Notaire

Référence de publication: 2007058556/236/11.

(070060266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2007.

---

**ASTER Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1233 Luxembourg, 13, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 63.214.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Weber  
Notaire

Référence de publication: 2007058557/236/11.

(070060316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2007.

---

**Ulmus S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1233 Luxembourg, 13, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 62.638.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Weber  
Notaire

Référence de publication: 2007058559/236/11.

(070060319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2007.

---

**Wohn Ambiente Bläser S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7613 Steinsel, 4, place de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 87.935.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Weber  
Notaire

Référence de publication: 2007058560/236/11.

(070060412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2007.

---

**Société Immobilière Arsimo, Société Civile.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg E 55.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Clervaux, le 3 avril 2007.

M. Weinandy  
Notaire

Référence de publication: 2007058562/238/12.

(070060261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2007.

---

**D.S.N. Participation S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3225 Bettembourg, Zone Industrielle Scheleck.

R.C.S. Luxembourg B 109.902.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mai 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007058595/725/12.

Enregistré à Luxembourg, le 30 avril 2007, réf. LSO-CD07409. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070060212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2007.

---